LIGUE FRANCAISE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'EDUCATION PERMANENTE
3, rue Récamier - 75341 PARIS CEDEX

90ème CONGRES

La Ligue
LES IDEES EN MOUVEMENT

NANCY 21 - 24 MAI 1998

LIGUE FRANCAISE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'EDUCATION PERMANENTE
3, rue Récamier - 75341 PARIS CEDEX

90ème CONGRES - NANCY 21 - 24 Mai 1998

Sommaire

* Intervention de Jean- Marc ROIRANT — pages 1 à 5
Secrétaire général

* Question de Congrès présentée par André JOURDES — pages 6 à 24
Secrétaire national

* Intervention de Claude JULIEN — pages 25 à 28
Président

* Message de Monsieur le Premier Ministre, Lionel JOSPIN — pages 29 à 30

* Message de Madame la Ministre, Ségolène ROYAL — pages 31 à 32
Ministre déléguée à l'Enseignement scolaire

* Rapport moral présenté par Jean-Marc ROIRANT — pages 33 à 48
au nom du Conseil d'administration de la Ligue

* Résolution finale de Congrès — pages 49 à 50

*****

La Ligue
LES IDEES EN MOUVEMENT

Vie statutaire

La Ligue
LES IDEES EN MOUVEMENT

90 ème CONGRES DE LA LIGUE - NANCY 1998
Intervention d'ouverture de Jean-Marc ROIRANT - Secrétaire Général
vendredi 22 mai 1998

UNE LIGUE POUR L'EDUCATION, LA SOLIDARITE, LA CITOYENNETE DANS UNE REPUBLIQUE LAIQUE, DEMOCRATIQUE ET SOCIALE

La Ligue de l'Enseignement et de l'Education permanente siège en Assemblée générale chaque année et tient un congrès tous les trois ans.

Nous avons revisité en 1986 à Lille le fondement de notre mouvement - la laïcité - et nous avons ainsi entamé un long travail de réflexion qui nous a permis de nous interroger sur le sens de notre projet politique, notre ancrage dans la société et notre capacité à la faire évoluer vers plus de justice sociale et de démocratie.
En 1995 le congrès de la Ligue à Clermont-Ferrand a déterminé trois priorités, étroitement mêlées, indissociables. Résolument engagée dans la transformation sociale, la Ligue a réaffirmé, en trois axes principaux, son ambition de toujours favoriser l'accès à l'éducation et à la culture, de renforcer l'engagement civique et de développer sur tous les territoires les liens et l'esprit de solidarité et de fraternité en actes.

Des centaines de milliers de bénévoles, quelques milliers de salariés, fourmis de l'éducation et de la culture des cent fédérations départementales de la Ligue et des 34.000 associations affiliées ont déployé quotidiennement leurs compétences, leur dévouement, leur disponibilité pour traduire localement et concrètement les 3 axes prioritaires de notre projet.
Sur les terrains des pratiques artistiques et culturelles, des activités sportives, des temps de vacances et de loisirs, de la formation professionnelle, de l'intervention sociale, de l'éducation à la citoyenneté..., nos bénévoles et nos salariés déclinent notre volonté commune de lutter contre les inégalités et toutes les formes d'exclusion et de discrimination .

***

Voyons quelques exemples d'action de la Ligue sur les terrains de l'éducation, de la solidarité et de la citoyenneté.

La Ligue agit pour élargir les connaissances et approfondir la culture de tous pour une éducation à la hauteur des enjeux du siècle qui s'ouvre

L'éducation constitue, plus que jamais, un des puissants moyens de modeler l'avenir ou de nous piloter vers un futur que nous voulons porteur de progrès social, de justice, de liberté.
La Ligue, comme mouvement d'éducation populaire partenaire du Service public d'éducation non seulement propose, développe, des activités post et péri éducatives avec l'USEP notamment et toutes les associations proches de l'école, mais elle porte aussi une réflexion et des propositions sur l'éducation initiale.
C'est parce que nous sommes convaincus que l'école doit toujours être, au delà de sa fonction éducative et civique, un formidable moyen d'insertion sociale et un ferment du contrat

républicain, que nous nous investissons depuis nos origines dans le chantier éducatif et depuis quelques années dans le combat des inégalités de l'école. Dans ce combat, l'accompagnement scolaire et éducatif proposé par nos associations locales, qui ne peut se réduire au seul soutien scolaire et qui n'est pas l'école après l'école, constitue un levier important qui redonne signification et actualité à l'éducation populaire.
De même, parce que le non respect des rythmes de vie des enfants et des jeunes est un facteur d'aggravation des inégalités et des échecs, nous nous sommes engagés à tous les niveaux dans les projets, les initiatives, les démarches de réflexions et d'actions concernant ce sujet.

Par ailleurs, sur un autre plan, la formation des délégués élèves que nous organisons en collèges et lycées est un enjeu de citoyenneté fort, en rapport avec les valeurs de démocratie et de solidarité inséparables de l'idéal républicain.
Pour la Ligue, l'Education à la citoyenneté ne se réduit pas, même si elles en font partie, à la politesse et à la civilité. Elle va bien au delà, en termes de responsabilisation à l'exercice des droits et devoirs de chacun.
Pour cette raison nos fédérations départementales s'investissent dans ces formations depuis quelques années.

Sur le terrain de l'action culturelle, la Ligue fonde sa politique de développement sur la fréquentation des oeuvres, des idées et des hommes qui les créent et les portent. C'est déjà en soi une démarche éducative de volonté d'enrichissement de chaque être humain ainsi rencontré quel que soit son âge. Mais ces rendez-vous prennent plus d'intensité quand un projet éducatif les soutient.
Il s'agit bien sûr d'éducation artistique, de pratique volontaire d'un art mais aussi d'une approche culturelle du monde qui ne s'arrête pas à nos portes et qui passe par l'acquisition des connaissances, la capacité de réflexion et le regard critique.
Que ce soit au travers de la diffusion du spectacle vivant, des activités cinématographiques des initiatives autour de la lecture et de l'écriture, des diverses formes d'éducation artistiques et de toutes nos manifestations culturelles, notre objectif est de donner à toutes et tous le droit à l'égalité d'accès aux oeuvres sur tous les territoires, et de susciter curiosité et ouverture.
La Ligue à travers les Fédérations départementales, favorise la rencontre avec les oeuvres là où souvent il n'existe pas d'autre offre artistique et culturelle. En partenariat avec les collectivités territoriales, les circuits de diffusion du cinéma et du spectacle vivant s'appuient sur des relais locaux et participent ainsi à la revitalisation de la vie associative, particulièrement en milieu rural. La mutualisation des moyens dans l'organisation de réseaux permet de toucher des petites communes qui ne pourraient, seules, s'offrir une programmation régulière.

Dans le domaine du livre et de la lecture, les bibliothèques centrales de prêt ont pris le relais des premiers bibliobus initiés par les FOL. Mais, à travers de nombreuses fêtes du livre, de résidences et rencontres avec des auteurs, de diverses pratiques d'écriture, les fédérations départementales sensibilisent enseignants, parents et enfants à la littérature, la poésie, la bande dessinée.
La diffusion du livre, du cinéma, du spectacle vivant est à la fois une démarche d'aménagement culturel du territoire, la condition de la rencontre avec les oeuvres et les artistes pour tisser des projets culturels et d'éducation artistique, et une dynamique au coeur du développement local.

Je veux signaler, au passage, sur le terrain de l'éducation, la présence de la Ligue à l'université qui s'est renforcée au travers d'Anima Fac, le réseau étudiant partenaire. Une revue, un rassemblement annuel, le prix du livre

politique... des initiatives diverses assurent des connections et permettent des synergies entre vie associative étudiante riche et dynamique et les réseaux associatifs de l'Education Populaire.

La Ligue agit pour faire vivre une démocratie continue, participative et délibérative par l'engagement civique et la vie associative

La Ligue s'est constituée au siècle dernier avec pour projet de « *faire des hommes et des citoyens* ». Il n'y a pas de démocratie possible et durable sans citoyens éduqués.

La diffusion de connaissances, la délibération des citoyens dans le respect absolu des consciences sont les moyens permettant à chacun de se déterminer tout en éclairant les idées. La Ligue s'efforce donc de redonner toute sa dimension à la fonction politique de l'Education populaire dans les associations et dans la cité.
L'association laïque locale est un lieu de pratiques sociales, culturelles, sportives, éducatives mais doit être aussi idéologiquement repérée et identifiée comme un lieu de pratiques politiques c'est à dire un lieu fort de construction de la citoyenneté.

Nous avons aussi souhaité multiplier les structures de débats et de productions d'idées.
Les Cercles Condorcet, adossés aux fédérations départementales, créés il y a un peu plus de dix ans, rassemblent dans une cinquantaine de villes des universitaires, des intellectuels, de simples citoyens qui veulent s'emparer des questions vives de société et produire des réflexions, des propositions, des avis.
L'Université de la communication d'Hourtin en Gironde qui a lieu chaque année, à la fin du mois d'août, autour des démonstrations de technologies de communication, de leurs usages et des enjeux de société qui en découlent, rassemble décideurs, politiques, opérateurs, utilisateurs, éducateurs les plus divers.
Les évolutions scientifiques et techniques engendrent des mutations en profondeur de nos pratiques politiques, sociales et culturelles. Un cybermonde se met en place, des cyberespaces s'installent, certains parlent même de l'avènement d'une nouvelle forme de civilisation : soyons vigilants, pour que ces outils ne deviennent pas des sources d'inégalités plus grandes encore, mais qu'ils soient plutôt, réellement, au service de la circulation des cultures et des idées.
La Ligue souhaite favoriser l'appropriation civique de cette révolution de la communication, du numérique et du virtuel pour permettre la participation plus active et plus nombreuse des habitants à la vie de la cité.

L'éducation à la citoyenneté est une préoccupation constante des responsables, à tous les niveaux de notre mouvement et elle transparaît dans toutes nos activités. Par exemple, au travers de nos fédérations sportives l'UFOLEP et l'USEP.
Nous voulons faire de la rencontre sportive une fête et non un combat, un moment d'enrichissement mutuel et non un face à face stérile, un temps de loisir actif et librement consenti et non un assujettissement, telles sont les bases d'une autre « idée du sport » que la Ligue s'efforce de promouvoir.
Ainsi face au sport spectacle, où comptent d'abord le résultat et les retombées médiatiques et économiques, la Ligue s'attache à promouvoir le sport éducatif avec le sport loisir, le sport plaisir, le sport vecteur de promotion sociale, le sport qui favorise les rencontres et l'épanouissement des pratiquants.
Moyen d'initiative, de responsabilité, d'éducation et d'intégration, cette autre idée du sport rend accessible au plus grand nombre l'ensemble des pratiques.

Ni parti politique, ni syndicat la Ligue est un mouvement d'éducation populaire.

Pour autant, la Ligue de l'enseignement ne souhaite pas déléguer à d'autres son rôle « d'éveilleur de consciences » notamment face à la montée et à la banalisation des idées d'extrême droite.
Fidèle à sa mission d'éducation populaire au service d'une République laïque démocratique et sociale, elle reste convaincue que le combat contre l'obscurantisme, le racisme, la xénophobie et pour les valeurs républicaines est une impérieuse nécessité.
Les réflexions et les initiatives prises par nos fédérations départementales et nos associations locales sont toujours plus importantes. elles dépassent souvent largement le cadre des « Semaines nationales d'éducation contre le racisme » organisées par le collectif que nous animons.
C'est dans ce combat là, que l'éducation à la citoyenneté prend tous son sens.
« *Parce que l'éducation à la citoyenneté* comme l'indique Jacqueline Costa Lascoux *enseigne l'esprit critique contre les idées reçues, parce qu'elle retrace l'histoire des droits de l'homme et du citoyen contre tous les totalitarismes, parce qu'elle ouvre à une vision universaliste du genre humain, elle prémunit contre les démons du racisme plus efficacement que les armes défensives ou les discours conjuratoires. L'éducation à la citoyenneté et un apprentissage du pluralisme démocratique, une éthique de la responsabilité.* »

La Ligue agit pour développer le lien social, l'emploi et le partage pour une solidarité retrouvée

L'évolution de l'occupation de l'espace, de la répartition des populations, de la modification des modes de production et de communication, et la mondialisation des échanges ont fondamentalement transformé le statut de l'emploi, le lien social et la place du citoyen. L'accroissement des inégalités, la désertification des territoires ruraux et la concentration sur les territoires urbains, où vit 80% de la population nous amènent à repenser nos modes d'interventions.
Privées d'emploi ou contraintes au travail précaire, ce sont aujourd'hui 7 millions de personnes considérées comme exclues de la société, dont l'accès à l'éducation, à la culture, à la santé, au logement, aux loisirs est gravement atteint. Mais surtout, elles sont exclues de tout accès à l'expression de leur citoyenneté et aux moyens d'intervention sur les choix faits pour la cité. C'est un enjeu de cohésion nationale et de démocratie locale.
Dans les quartiers, dans les villages, la Ligue de l'Enseignement agit avec et en direction des habitants « mis en difficulté » pour que l'exclusion sociale, économique, culturelle, ne soit pas aussi facteur d'exclusion civique.
Nous sommes conscients qu'il nous faut agir prioritairement en direction des jeunes exposés plus particulièrement aux fléaux de notre société : chômage, violence, drogue...
Au-delà des initiatives prises par notre réseau dans le dispositif « nouveaux emplois - nouveaux services » pour l'emploi des jeunes dans les associations, c'est sur la mise en place et la mise à disposition de lieux d'écoute, de paroles, d'échanges, d'interpellation de la société, et d'actions concrètes que la Ligue est attendue et concentre ses efforts.

Les fédérations d'oeuvres laïques sont des centres de ressources animant des réseaux d'associations locales s'impliquant dans des démarches de développement local, de contrats de ville, dans la formation des porteurs de projets, la lutte contre l'illettrisme, dans l'accompagnement et le soutien de projets d'insertion par l'économique,...
La solidarité est au coeur de l'ensemble des chantiers où elles interviennent : vacances, sport, culture, formation professionnelle, insertion sociale et culturelle,...

La formation professionnelle dans notre réseau est mise en oeuvre par cinq cents formateurs répartis sur soixante

centres dont la moitié sont des agences de notre institut national l'INFREP.
Ces formateurs écoutent, aident, accompagnent les projets, forment et qualifient chaque année plusieurs dizaines de milliers de stagiaires jeunes et adultes, demandeurs d'emploi mais aussi salariés et étudiants.

Le secteur vacances de la Ligue de l'enseignement subit directement les effets des difficultés économiques que connaissent un nombre de plus en plus important de nos concitoyens. Nos partenaires sociaux, en particulier les comités d'entreprises voyant leurs budgets réduits, consacrent logiquement moins d'argent dans les loisirs de leurs ressortissants. Les évolutions des objectifs de formation des Caisses d'Allocations Familiales, le désengagement de l'Etat depuis quelques années dans le secteur du tourisme social, d'autres priorités données aux bureaux d'aide sociale des collectivités locales, font qu'une partie de la population française est exclue des vacances et des loisirs que leur offrait traditionnellement le tourisme associatif.
Malgré cette situation, des efforts sont faits pour rendre les activités de vacances et de loisirs proposées par la Ligue de l'Enseignement, accessibles à tous. Nous avons porté une attention plus grande aux enfants qui n'étaient jamais partis en centres de vacances.
En 1997 ce sont environ 10 000 enfants qui ont bénéficié d'actions de solidarité, soit directement par nos fédérations départementales, soit grâce au soutien de partenaires, le Secours populaire très souvent, quelques collectivités comme le Conseil régional de Midi-Pyrénées, la Jeunesse au Plein Air bien évidemment.

La Ligue de l'Enseignement consciente que les enjeux de solidarité et de citoyenneté ne s'arrêtent pas aux frontières du pays, oeuvre aussi pour une Europe qui ne soit pas réduite à « l'Euro » et dont la dimension sociale couvrirait une vraie réalité. Nous sommes membres d'un collectif européen, regroupant une quarantaine d'organisations dont le titre générique est « Solidar » (tout un programme !).

Par ailleurs, de nombreux projets et actions de coopération et de développement existent : de l'accueil d'orphelins algériens en France, aux chantiers de jeunes en Afrique, en passant par un programme d'appui à la réforme du système éducatif sénégalais, et par des actions basées sur le développement de la consommation de produits issus du commerce équitable...

Education, Citoyenneté, solidarité.

Trois priorités indissociables, trois chantiers
permanents. Missions originelles et toujours d'actualité de la Ligue de l'Enseignement avec une référence constante à notre socle idéologique : la laïcité.

Principe de droit constitutionnel auquel nous sommes fondamentalement attachés, la laïcité est aussi l'éthique du « vivre ensemble ».
Or ce « vivre ensemble» est fortement menacé aujourd'hui, parce que les forces du repli, de la haine progressent, parce que notre pays souffre du chômage, de la précarité, de l'exclusion, parce que les inégalités, les injustices, la corruption, la violence gangrènent notre société.

Fidèle à son histoire et à son projet politique la Ligue, avec les organisations amies et dans le partenariat le plus large, oeuvre pour que nos concitoyens ne cèdent pas au découragement mais qu'au contraire, ils se mobilisent pour renforcer l'engagement militant afin de rendre notre société plus juste, plus solidaire, plus fraternelle.

*****

La Ligue
LES IDEES EN MOUVEMENT

90 ème CONGRES DE LA LIGUE - NANCY 1998
QUESTION DE CONGRES présentée par André JOURDES - Secrétaire national
vendredi 22 mai 1998

POURQUOI ET COMMENT MILITER AVEC LA LIGUE ?

" Pourquoi et comment militer avec la Ligue ? " n'est pas la manifestation d'un doute ou d'une crise existentielle qui aurait saisi ses dirigeants.
Il ne s'agit pas de remettre en question l'orientation des derniers congrès. Après dix ans de débats animés, nous avons élaboré des propositions largement approuvées.
Notre choix est à la fois, plus modeste et plus exigeant. Nous avons voulu nous adresser à tous ceux qui de villages en quartiers, d'institutions en groupes volontaires, d'écoles en associations, salariés, bénévoles ou simples citoyens, agissent avec la Ligue, engager le débat avec ces responsables pour mieux connaître leurs motivations et le projet qu'ils donnent à leur association, l'influence qu'ils veulent avoir sur leur territoire.
Notre question se résumait ainsi : comment un mouvement organisé principalement en confédération nationale de fédérations d'initiatives locales peut-il peser sur la réalité sociale actuelle ? Comment peut-il conduire ou accélérer sa propre transformation à tous les niveaux pour une action plus réelle, plus efficace, plus visible.

Nancy 98 est un rendez-vous pour faire d'abord, un état lucide et exigeant de notre organisation face à l'évolution de notre société.

Le présent rapport n'est qu'un élément de cette réflexion. Hier, des ateliers ont fait le point sur l'action des 3 années écoulées. Cet après-midi, les forums vous permettront de débattre de quelques thèmes d'actualité et demain, des carrefours recevront vos premières contributions pour notre prochain programme.

Une mobilisation encourageante.

Malgré les difficultés économiques qui sont le lot quotidien des Fédérations, un travail très important a été mené dans la plupart des départements.
Bien sûr, il s'agissait d'une priorité du mouvement ! Mais à la Ligue, pour faire face à l'actualité, suivre la diversité des secteurs d'intervention, assurer l'exécution du programme, il est parfois difficile de savoir le temps qui peut être disponible pour la principale priorité.
Réjouissons-nous ! depuis longtemps nous n'avions pas connu dans le mouvement une telle implication, une telle volonté d'opération vérité jusqu'au niveau local. Nous voulions un congrès des ligueurs, l'importance des délégations est un signe encourageant.
Mais tâche difficile pour le rapporteur : synthétiser ces 3 ans de travail, d'écoute, de débats et de regroupements, prendre en compte les contributions diverses et les études antérieures, pour à la fois dégager des propositions importantes fortes pour notre évolution, refléter les points qui ne font pas aujourd'hui l'objet d'accord entre nous, y ajouter une part de conviction personnelle, et le tout dans un temps raisonnable. Tout cela tient de la gageure. Vous en jugerez !

Un résultat intéressant ...
un questionnement lucide.

Un sondage C.S.A mené auprès d'un échantillon représentatif de responsa-

bles locaux d'associations affiliées confirme une forte satisfaction que ces responsables éprouvent dans leur fonction et éclaire de données chiffrées le patient travail des fédérations.
La prise de responsabilité de ces bénévoles oscille entre la défense de valeurs et le désir de faire partager des activités, ce partage étant, au-delà du plaisir personnel, une volonté de solidarité : "permettre à tous d'avoir accès à des pratiques culturelles, sportives ou de loisirs ".
Les valeurs qu'ils défendent font la part belle à la laïcité (49%), la convivialité (44%), la solidarité (40%).
Ils soulignent l'apport positif de la fédération départementale pour son rôle de défense de la vie associative, puis à égalité, pour la défense des valeurs et l'appui à l'action locale.
Roland Cayrol conclut : une véritable culture commune, laïque, conviviale solidaire caractérise donc les responsables des associations adhérentes à la Ligue.... Telle apparaît la spécificité de cette structure décidément originale, il ne s'agit pas d'une "pratique commune " décentralisée, mais de pratiques diverses, très autonomes, vivant d'abord dans un cadre départemental, " sourcées " par l'adhésion à une culture commune vivace.
Ce constat, à une autre époque, nous aurait pleinement satisfait.

Mais qu'en est-il de notre place, de notre rôle, face aux évolutions et aux urgences de notre société ?
Nous avions conclu notre congrès, il y a 3 ans par cette déclaration : aujourd'hui en France, la moitié de la population active vit en situation de fragilité économique et sociale.
Face aux désarrois qui gagnent, aux désordres qui menacent, aux mutations qui inquiètent et aux souffrances qui se développent, la Ligue éprouve l'ardente obligation de reprendre le premier combat républicain, celui de la justice sociale.
Elle veut réunir sur ce chantier tous ses adhérents, et au-delà tous les acteurs de la vie locale engagés dans un projet de transformation sociale.

Où en sommes-nous de cette exigeante volonté ? Comment ont réagi les acteurs locaux à cette invitation ?
Sous l'impulsion forte des équipes départementales nous avons pu noter le développement des riches initiatives dont le rapport d'activité a témoigné.
Au-delà de ces expériences évoquées, menées ou étroitement appuyées par les fédérations départementales, une partie du réseau consacre l'essentiel de son action à l'appui à l'école publique :
- dans les zones rurales, où parfois son appui économique à l'école est aussi important que l'apport de collectivités territoriales,
- dans les zones à concurrence scolaire où se prouve difficilement chaque jour le bien fondé d'une école qui peut réunir au-delà des choix idéologiques des familles.
Partout cette action est complétée par le développement d'actions éducatives en direction de l'enfance.
Une autre partie du réseau développe d'importantes structures éducatives sociales et culturelles dans la dynamique de l'accompagnement du développement des années 1965-1975, pour contribuer à la démocratisation des pratiques culturelles, de sport ou de loisirs.
Une autre, enfin, plus professionnalisée, s'est engagée dans la politique de ville, l'insertion ou le développement local.
A la Ligue, comme dans toute la société nous constatons que les institutions évoluent moins vite que la société qui les secrète.
A une très grande majorité, pourtant, 70% des responsables locaux confirment la justesse de l'orientation proposée et sa nécessité. Par contre, un tiers des responsables associatifs seulement, sont prêts à s'y impliquer personnellement, (20% avec leur association). Ce décalage avec le pourcentage de ceux qui souhaitent un engagement plus important de la Ligue (65%) fait problème.
Si on peut en déduire, qu'un grand accord existe sur ce qui est souhaitable, il révèle la faiblesse de l'analyse des situations locales et la difficulté d'un passage à l'acte de responsables locaux sur des problèmes que rien ne les a préparés à affronter.

Ceux qui approuvent l'orientation de la Ligue, s'interrogent sur la forme d'intervention originale qu'ils peuvent mener avec elle .S'il est clair qu'elle n'est ni parti ni syndicat, ils voient mal comment ils peuvent dépasser la simple contribution qu'ils apportent par leur engagement associatif, pour affronter des problèmes beaucoup plus graves, une situation beaucoup plus complexe.

Une nouvelle ambition est nécessaire pour dépasser cette situation

Quand le présent s'obscurcit, il est toujours important de revenir aux sources : c'est au cœur de la question sociale, de la crise politique de la révolution de 1848 qu'a jailli l'idée d'une Ligue de l'enseignement.
C'est devant l'irruption d'un nouveau droit, le suffrage universel (masculin) arrivé sans préparation et susceptible de toutes les manipulations, que Jean Macé se persuade "qu'il n'y a qu'une chose à faire, c'est l'éducation du suffrage universel ".
La Ligue, qui se créera à son appel, se donnera pour but de provoquer par tous les moyens, l'initiative individuelle pour la propagation de l'instruction laïque et de l'éducation populaire.
L'appel de la Ligue rencontre un grand écho chez les hommes de progrès : gens des classes populaires qui souhaitent des transformations sociales, libéraux cultivés, républicains qui y voient un moyen d'instaurer la République. C'est ce à quoi la Ligue contribuera par un engagement de proximité, par sa lutte contre l'ignorance, le développement de l'instruction publique, une solidarité en actes au quotidien.
La Ligue de l'enseignement est en fait une Ligue pour l'éducation populaire : elle est la volonté de citoyens associés, solidaires pour créer les conditions qui permettent à chacun de faire face aux évolutions de la société, et de peser sur l'avenir commun, en vue de l'intérêt général.
Quelle situation avons-nous à aborder aujourd'hui ?
Depuis deux décennies nous sommes entrés dans une période de mutations qui non seulement bouleversent le marché de l'emploi, mais toute la société : mutations technologiques, explosion des moyens d'information et de communication, "société cognitive" où les compétences intellectuelles deviennent partout prépondérantes dans les actes de production. Nous vivons une révolution de l'intelligence !
Mais par l'essor du libéralisme, sans contrepoids, nous vivons l'urbanisation galopante, la déréglementation, le monétarisme débridé, la mondialisation de la production et des échanges.
Faute de sentir une forte volonté commune d'affronter cette nouvelle situation, pour un présent plus juste, un avenir solidaire, devant la négation des solidarités, l'hymne à la concurrence et à la réussite personnelle, se développe parmi une importante partie de nos concitoyens, une triple crise :

- crise sociale par l'aggravation des inégalités et des exclusions,
- crise du sens, face à l'impression de la non maîtrise des évolutions technologiques et aux énormes difficultés de hiérarchiser des informations dans le torrent médiatique,
- crise de confiance enfin en la capacité des élus à peser sur les choix pour une société solidaire.

Cette évolution, qui est cause de grandes souffrances, alimente toutes les peurs, sur lesquelles se développent, sectes, replis identitaires, sur lesquelles prospèrent extrêmismes fascistes et intégrismes qui se confortent mutuellement.
Cela aboutit à une abstention électorale jamais atteinte et à des pratiques niant les valeurs même de notre République.
Au delà du sursaut civique indispensable pour affirmer notre opposition à des dérives intolérables, qui ne voit que cette situation nécessite un indispensable travail de fond ! Il est nécessaire de redonner sa pleine ambition à une éducation populaire de notre temps.
Au risque de paraître démodé comme un syndicaliste qui parlerait de travailleur au lieu de salarié, comme un journaliste qui parlerait de chômeur, au lieu de demandeur d'emploi, malgré le poids du socialement-correct et la ty-

rannie de la modernité, malgré des références datées, c'est bien cette ambition d'une éducation populaire de notre temps que nous proposons de faire vivre.
Elle ne peut se réduire à l'organisation d'activités à forme associative, pratiquées essentiellement pendant les temps de loisirs, elle ne peut se réduire au champ, au domaine particulier "de la Jeunesse et de l'éducation populaire ".

Il s'agit de mettre en œuvre, un projet plus global, qui participe à la transformation sociale, qui mobilise tous ceux qui veulent créer les conditions pour "*permettre à chacun de comprendre la société où il vit, de s'y situer, d'y épanouir possibilités et compétences et de participer à son évolution, dans le cadre d'une démocratie laïque soucieuse de justice sociale et attachée à la paix*" comme le rappellent nos statuts.

S'il s'agit bien de préparer à la citoyenneté pour affronter les mutations de ce monde, pour un présent plus juste et un avenir solidaire, nous voulons dépasser cette cause consensuelle (qui est contre la citoyenneté aujourd'hui ?), pour l'inclure dans la double prétention de l'éducation populaire : " faire des hommes (et des femmes) et des citoyens ". Précision ô combien actuelle, qui nous rappelle qu'il est vain de parler de citoyenneté, si tout individu n'a pas concrètement la possibilité d'être pleinement homme ou femme et d'être reconnu dans son égale dignité.
Souvenons-nous toujours, qu'autour du professeur Jean Macé, les trois premiers signataires, pour la création d'une Ligue de l'enseignement, furent un conducteur de train, un sergent de ville et un tailleur de pierre.
Faire face au monde tel qu'il est, c'est pour la Ligue s'employer à refonder une éducation populaire qui concerne le peuple, tout le peuple, celui qui est souverain dans notre constitution, celui au nom duquel on rend aussi la Justice. Cette démarche ne saurait laisser de côté les instruits mais " ignorants des injustices ou indifférents aux inégalités ", ni les élites, dont le rôle irremplaçable n'est pas de décider en notre nom, mais d'éclairer les choix, de les rendre compréhensibles aux citoyens. Même si en priorité, l'éducation populaire doit concerner les milieux les moins favorisés, les victimes des exclusions pour que l'égalité des droits de notre République ait un sens, un contenu.
L'urgence n'est plus comme au temps de Jean Macé, de créer des écoles et des bibliothèques ou comme dans les années 60 de créer des centres culturels. Des institutions existent, même si l'interrogation démocratique de leur fonctionnement reste à l'ordre du jour ; de nouveaux moyens de communication inondent presque tous les foyers.
La question centrale est : comment les connaissances peuvent-elles devenir réellement accessibles, être examinées, appropriées, produites, mobilisées, pour que chacun soit acteur de sa vie et puisse influencer l'avenir commun en tant que citoyen ?
La volonté de ceux qui militent avec la Ligue, est d'en créer chaque jour les conditions au niveau local :
- inviter à s'associer ceux que la crise rend plus fragiles, pour qu'ils reprennent confiance en leur propre pouvoir,
- inviter tous ceux porteurs de connaissances et de culture, qui ne sont pas hantés par la seule réussite individuelle et croient en la possibilité d'un avenir solidaire, à apporter leur concours et leurs compétences à cette ambition,
- agir avec les institutions éducatives et culturelles, sociales pour qu'elles prennent une part plus forte à la lutte contre les inégalités.
Depuis 6 ans nous avons affirmé des priorités : éducation, solidarité, citoyenneté, reprises dans les orientations départementales.
Mais trop souvent encore, après cette affirmation et la présentation de quelques expériences, les rapports d'activités égrènent l'action habituelle des services fédéraux. Or, il ne s'agit pas de chantiers " en plus " de cette action, il s'agit de transformer l'ensemble de l'action fédérale et locale que nous menons. C'est pour aider le mouvement à dépasser les approches cloisonnées en

secteurs d'activités éducatives, culturelles, sportives, de loisirs, que nous avons répété ces priorités. Si elles peuvent être des entrées différentes pour des actions locales, elles participent pour nous d'un seul et même projet que rappelle notre ambition d'éducation populaire : mettre en mouvement des citoyens solidaires, qui veulent élargir sans cesse leurs connaissances et leur culture afin d'exercer pleinement leur citoyenneté, sur tout le territoire.

Pour cette ambition, il faut travailler autrement à tous les niveaux de la Ligue

Pour cela, six conditions doivent être remplies :

- ➔Redonner la priorité à l'action locale
- ➔Accélérer la transformation des Fédérations départementales
- ➔Construire le réseau des " ligueurs " dans la confédération et au-delà
- ➔Dégager en commun quelques priorités
- ➔Affirmer notre originalité pour rassembler
- ➔Rendre visible notre ambition et redresser l'espoir

A) Redonner la priorité à l'action locale

L'aggravation des inégalités, la désertification des territoires ruraux et la concentration sur les territoires urbains de 80% de la population amènent à concevoir autrement l'intervention des habitants dans des projets d'intérêt général et les moyens qu'ils ont de peser sur les décisions les concernant. La solidarité, à la Ligue, c'est un enjeu de cohésion nationale et de démocratie locale.
C'est un engagement indissociable de la citoyenneté, un engagement urgent qui oblige à repenser les modes de nos interventions.

1) Pour redonner confiance, retisser le lien social, participer au développement local.

Dans les quartiers, dans les villages, il faut agir avec et en direction des habitants (prioritairement ceux " mis en difficultés "), pour que chacun sur son lieu de vie puisse trouver une place et un rôle à jouer. En les aidant à s'associer autour de problèmes locaux sur un territoire où ils sentent la possibilité d'agir sur leurs conditions de vie, ils peuvent reprendre confiance en leur propre pouvoir et retissent les liens de solidarité.
C'est en leur permettant de prendre part à la solution de leurs difficultés par leur responsabilisation, que nous les aiderons à sortir de la spirale exclusion-assistance ; mettre en œuvre une pédagogie de projet dans nos domaines de compétence est la contribution que l'éducation populaire peut apporter dans le champ social.
Au-delà de l'urgence, l'ambition d'éducation populaire est d'inviter les habitants à s'impliquer dans le développement territorial, où le monde associatif prendra place comme partenaire, sans renoncer à sa vigilance civique, un développement équilibré, économique, social, culturel où une volonté de démocratie participative permet des projets communs.

2) Pour créer une nouvelle dynamique, en permettant aux responsables associatifs de porter un autre regard sur leurs pratiques et leur projet.

Les rencontres, les échanges, les coopérations d'associations sur les territoires seront l'occasion pour les responsables de s'interroger sur les objectifs qu'ils poursuivent.
Revoir les buts de l'association, discuter sur le fonctionnement, évaluer les pratiques, permettent de mieux percevoir l'effet de l'association dans son rôle civique, culturel et social, de se situer par rapport à d' autres initiatives, de mesurer son apport à la vie locale, à la population du territoire (changement d'idées, sensibilisation à des problèmes, influence de politiques publiques).
Ainsi se créera une dynamique car l'attention se portera plus sur les buts que sur les moyens, sur le projet que sur la structure, sur l'action locale que sur les activités. Cette invitation est de nature à

déclencher une plus grande implication des adhérents.
Méfions nous du culte des structures, de la célébration de l'association, elle peut permettre le meilleur et le pire, ce n'est qu'un mode d'organisation. La vie associative recouvre aussi le corporatisme d'appareil ou la notabilisation du bénévolat.

Interrogeons toujours : quel est le projet qui mérite de s'associer ?

Notre interrogation ne peut laisser de côté la question des jeunes et de leur place. Contrairement à une contre vérité trop répandue les jeunes participent à la vie associative, développent des initiatives particulières. Mais lorsque l'on constate qu'ils sont peu candidats à des relèves de responsabilité, il serait utile de ne pas se tromper d'époque ! Quand la grande majorité d'entre eux " galèrent " pour une situation stable, comment pourraient-ils s'inscrire dans la durée de certaines responsabilités !
Loin de la fureur des engagements d'un autre mois de mai, ils sont pour autant loin d'être inertes. Regardez les dans les domaines de la solidarité, des vacances des enfants, à la faculté - Animafac, l'A.F.E.V.-, dans les quartiers - Droit de cité, l'Eveil, Ouverture -, dans la vie culturelle - Musique et citoyenneté -, à Vitrolles et aux avant-postes des luttes contre les extrémismes.
Vous avez dit décalage ? Un bulletin de clubs de Jeunes (c'était la structure que la Ligue mettait en place dans les années 60), portait en exergue: "*être homme c'est être responsable, c'est sentir en posant sa pierre que l'on contribue à bâtir le monde*".
Aujourd'hui le mot responsabilité figure surtout dans les rubriques judiciaires: "la responsabilité de tel personnage pourrait être engagée". Ce mot, responsabilité, est à l'origine de mois de discussion et de dizaine de pages de circulaires autour de l'organisation de sorties scolaires.
Nous vivons une époque moderne, le futur ne manque pas d'avenir comme le dit l'humoriste. Et si c'étaient nos structures qui étaient inadaptées pour accueillir leur volonté d'agir ? Alors créons des espaces, des conditions, des occasions, compatibles avec la vie d'aujourd'hui, où des expériences de responsabilité peuvent naître. Actions jeunes citoyens, Junior association sont des possibilités, il en est d'autres, nous en reparlerons.

3) Pour expérimenter de nouvelles interventions à la hauteur des questions vives de société.
Par-delà l'engagement solidaire, la prise de responsabilité, il faut donner ou redonner envie de connaître, de comprendre les évolutions de la société, d'identifier des causes, de débattre, de se faire une opinion, d'évaluer des politiques publiques, de peser sur les décisions.
Sur un "pays ", une agglomération, un quartier, un bassin de vie, un territoire où les habitants peuvent ressentir leur interdépendance, expérimentons des " rencontres d'hommes (et de femmes), de citoyens " (responsables associatifs, élus, syndicalistes, travailleurs sociaux, responsables économiques ou de services publics citoyens tout simplement) :
- des observatoires locaux, parce que l'ignorance ou l'indifférence aux problèmes sociaux est trop réelle ; créons des occasions de témoignages, croisés avec les données de rapports ou d'études pour faire prendre conscience, aider à mieux les connaître (scolarité, situation des jeunes, revenus et emploi ,etc...),
- des carrefours débats, parce que les sujets essentiels ne sont pas réservés aux seuls experts. Il est possible pour mieux comprendre, se faire une opinion, d'aborder des sujets d'actualité : ceux plus proches de la population, mais aussi, la solidarité nationale, la justice, l'aménagement du territoire, les services publics qui contribuent à l'égalité des citoyens, la fiscalité qui est la manière concrète de mettre en œuvre des choix politiques,
- des forums qui permettent de valoriser les initiatives, les questionner, faire débattre de propositions, évaluer de manière pluraliste des politiques publiques avec les décideurs, dirigeants, élus nationaux ou locaux.

Il s'agit de rendre accessible, de démocratiser la connaissance des problèmes politiques économiques, culturels, sociaux. Il ne s'agit pas de créer des structures ni des formes modélisantes dont nous sommes si friands, mais d'une volonté, d'une ambition à vivre en sollicitant aussi les acteurs, les œuvres, les réalisations et pratiques culturelles. Il faut vouloir les rencontres de générations pour éviter " le festif sans mémoire " et " les traditions sans jeunesse ". Les réussites de moments forts de semaines d'éducation contre le racisme, le "mai du lire ", les universités populaires, les carrefours laïques, le forum de Romans, entre autres, montrent que c'est là, chose possible. Il s'agit d'habituer les citoyens à l'exigence d'une démarche : écouter, voir, connaître, rechercher, débattre se faire une opinion contribuer, agir, évaluer.

B) Accélérer la transformation des fédérations, échelon départemental du mouvement

Une telle vigueur de l'action locale nécessite l'impulsion, le soutien fort d'une équipe de la fédération départementale.
Où en sont aujourd'hui les fédérations ? Créées pour établir une liaison entre les associations affiliées, défendre leurs intérêts, coordonner leur action, elles ont, au fil du temps, développé des secteurs d'activités puis des prestations de centres ressources pour venir en appui aux responsables ou dirigeants d'associations.
Elles ont assuré directement de plus en plus de missions ou de gestions d'intérêt départemental ; depuis le dernier Congrès, elles se réorganisent pour donner la priorité au rôle premier de l'échelon départemental du mouvement.

Leur rôle est de mettre en mouvement, d'appuyer les acteurs qui souhaitent prendre en compte les problèmes sociaux, éducatifs, culturels que rencontrent les populations locales. C'est cette volonté qui leur permettra d'être en prise sur la société actuelle, et d'y remplir une utilité sociale et civique.

Une double ouverture est indispensable pour accélérer notre transformation au niveau fédéral et lui permettre d'assumer cette tâche.
- A ceux qui localement sont en prise sur ces questions de société actuelles,
- et simultanément à toutes les personnes qui peuvent apporter leur concours pour analyser, éclairer, contribuer à faire vivre observatoires, carrefours, forums, démarches de développement local.
Travailler autrement c'est créer un espace, un lieu, une possibilité de rencontre : des acteurs locaux (pas uniquement associatifs), des personnes ressources, avec l'équipe départementale (permanents, élus).
Faute d'un lieu nouveau, d'une organisation souple, accueillante, faute d'une diversité plus importante des participants, il sera très difficile d'impulser une action locale forte.
Il s'agit par un travail commun de regarder différemment les territoires départementaux, non pour y suivre les associations fédérées et les activités que nous développons (ce qui a son utilité) mais prioritairement pour mieux en connaître la situation économique et sociale des populations qui y vivent. Cette analyse permettra de proposer des interventions, des actions nouvelles, de réorienter des actions ou programmes existants.

Ainsi se construit à partir de cette démarche, un projet fédéral arrêté par les instances statutaires. Celui-ci permettra à tous " les ligueurs " qui s'y reconnaîtront, de s'y impliquer pour le mettre en œuvre, de se fédérer autour d'une volonté et d'un but partagé. Le rôle premier d'une fédération est de faire exister, de rendre visible et attrayant, ce pôle départemental d'élaboration, d'impulsion et de ressources pour notre projet.

Qui ne comprend à ce moment l'importance de la mise en place des chartes fédérales, non comme tracasserie administrative ou jacobine qu'elles n'ont jamais été, mais au-delà des précau-

tions contre certaines faiblesses du réseau, pour une relation plus claire de nos échanges économiques, pour une cohérence et qualité de nos actions sur tout le territoire ; leur but fondamental à travers l'exigence que nous nous sommes donnée d'élaborer un projet fédéral, était d'entreprendre partout notre transformation préalable pour être à même d'accueillir dans chaque département tous ceux qui veulent militer avec la Ligue sur l'engagement de notre congrès, avec notre nouvelle ambition.
Qui ne comprend aussi le rôle indispensable du Cercle Condorcet, à la fois pour sa dynamique propre, ses réflexions et productions, et comme lieu de ressource et partenaire prioritaire pour le projet fédéral.
Autour du rôle premier d'impulsion et d'appui à la mise en œuvre du projet " Ligue " il nous faut actualiser toutes les formes de relations avec les associations, les individus, les organisations, les institutions et les pouvoirs publics, car nul ne croit que la Ligue seule arrive à mener à bien l'ambition proclamée. Nous actualiserons dans l'année notre système d'affiliation :
- pour matérialiser l'adhésion des groupements dont tous les sociétaires partagent notre ambition,
- pour matérialiser l'association des organismes participant à une partie de nos activités.
- pour matérialiser l'adhésion de personnes voulant appuyer notre projet.
Autant de conditions indispensables pour une confédération vivante et dynamique. Nous améliorerons en permanence nos coopérations interassociatives, Nous approfondirons nos partenariats avec les services publics et les collectivités territoriales.
Mais il nous faut faire plus pour faire vivre le mouvement que nous voulons être.

C) Construire le réseau des "ligueurs" pour faire vivre plus fortement la Ligue dans la confédération et au-delà.

Ceux qui agissent localement avec la Ligue ont du mal à se définir. Le mot **bénévole** qu'ils citent à 61% pour se caractériser leur paraît trop faible, le mot **militant** qui n'est cité qu'à 22% leur paraît relever d'autres terrains d'interventions. Ce qu'ils veulent, et ils l'affirment, c'est conjuguer action et réflexion autour d'un idéal commun. Notre priorité donnée à l'action locale ne signifie pas une volonté de laisser ces acteurs engagés sur les problèmes spécifiques de territoires qui s'ignorent, avec de simples échanges dans le cadre départemental comme le souligne le sondage CSA.

Il faut leur permettre d'élargir leur curiosité à d'autres réalités, à d'autres expériences. Ils doivent pouvoir participer, apporter contributions et questionnements à un mouvement national de " bénévoles militants ", un mouvement de ligueurs, dont l'appui en retour rendra leur action plus efficace.

Construisons de meilleures possibilités pour les aider à travailler en réseau. Cela concerne bien sûr les responsables associatifs de la confédération qui ont approuvé notre engagement et qui veulent s'y impliquer plus avant, mais aussi les acteurs d'institutions, les professionnels sociaux ou culturels, les porteurs de projets, les personnes ressources qui veulent peser avec la Ligue sur les évolutions sociales, pour faire évoluer des idées, des représentations, des comportements, contribuer à des prises de conscience, des mobilisations sur des problèmes de société, innover développer des projets, accompagner et influencer des politiques publiques .
Il ne s'agit pas de définir administrativement on ne sait quels "super adhérents ". Il s'agit de retrouver une dynamique de mouvement national qui fait vivre un réseau de "ligueurs".

Au niveau départemental

Avec eux, il appartient aux fédérations d'améliorer les lieux et temps de rencontres dont nous avons parlé pour les échanges, l'élaboration de programmes, la formation et analyse de pratiques, car

sans lieux ni temps de rencontres pour évaluer l'effet de nos interventions, se développe l'activisme où s'installe la routine des institutions .
Faire vivre une équipe départementale suppose de décloisonner nos secteurs d'activités sport, culture, vacances... , qui fonctionnent trop souvent comme autant de filières autonomes, intervenant sur les mêmes territoires parfois sans le savoir, pour l'organisation des activités d'associations spécialisées ou pour la gestion de dispositifs économiques, par ailleurs nécessaires.
Car ce qui constitue la préoccupation première d'une équipe départementale, c'est la mise en mouvement d'acteurs locaux face aux problèmes et conditions de vie des habitants, des enfants, des jeunes des familles. Les compétences particulières sont utiles si elles peuvent y participer d'une manière coordonnée, au service des habitants et du développement local. Elles sont indispensables pour analyser des politiques locales sur un territoire donné :
- agir pour " une autre idée du sport " luttant contre les inégalités et faisant une réalité de l'initiation de tous les enfants, de l'insertion des jeunes, des possibilités d'épanouissement des adultes, comme en débattent les universités sportives de l'U.F.O.L.E.P. pour rompre le triangle infernal sélection, argent, médias,
- agir pour des politiques locales de vacances loisirs et de découverte articulant initiatives locales et compétences départementales autour d'une volonté de projet et d'accessibilité à tous,
- agir pour une politique locale, non de consommation culturelle, mais de rencontres avec des œuvres, des créateurs,
- agir pour des initiatives et des projets de culture vivante sur les sujets au cœur de la condition humaine. L'art n'est pas en dehors de la vie mais au centre de la vie,
- agir pour une découverte des nouveaux moyens de communication, non seulement pour en maîtriser les usages, mais afin de comprendre les mutations qu'ils provoquent et la réelle utilité qu'ils représentent pour le citoyen.

Facilitons les rencontres, les échanges, les travaux en commun avec les habitants et au service de leur projets, prenons l'habitude d'inviter la compétence particulière au bon moment.
Les assemblées générales de fédérations, au-delà de la présentation du bilan de leur activité propre, doivent être l'occasion chaque année d'évaluer la progression de l'action locale dans le département.
Les équipes départementales de ligueurs ainsi constituées, doivent avoir le double souci :
- de suivre, d'impulser des initiatives " transversales " sur les " pays ", bassins de vie, agglomérations, c'est à dire sur tous les lieux où des coopérations intercommunales se manifestent,
- mais aussi de s'associer dans le cadre régional, pour étudier et définir quel projet de la Ligue elles peuvent y appuyer en fonction des compétences de cette collectivité et des enjeux du développement du territoire.
La mise en place d'équipes locales et régionales seront leur contribution à l'émergence d'un réseau de ligueurs.

Au niveau national

Le niveau national doit :
- faciliter la formation, la programmation l'aide aux initiatives des départements, l'échange d'expériences et la mutualisation de moyens, et définir une méthodologie pour l'analyse et l'évaluation de l'action locale,
- assurer la coordination pour le développement régional et l'ouverture de toutes nos actions à la dimension internationale.
La formation est aujourd'hui surtout axée sur les cadres départementaux et les salariés des services et des entreprises fédérales. Elle doit être amplifiée mais il faut prendre en compte, dans des formes vraisemblablement décentralisées, celle des équipes départementales, des élus départementaux, décideurs et garants du projet, et l'aide à celle des acteurs locaux.
Nos universités thématiques constituent un apport d'une grande richesse, mais il

nous faudra sans doute y ajouter des journées d'études sur les questions culturelles, économiques et sociales d'actualité, pour permettre à nos équipes, à nos ligueurs, de pouvoir en débattre ou intervenir. Il nous faut élargir notre culture, non pour aborder toutes les questions de la société, mais pour les examiner au regard des inégalités de conditions de vie, des inégalités de développement des territoires. Nous armerons mieux les ligueurs pour leur tâche d'éducation populaire dans la perspective d'une société plus solidaire.
Donner à l'information sociale, une place comparable à celle donnée à l'information économique et que les deux soient accessibles, participe de l'éducation populaire.
Dans nos regroupements de secteurs d'activités, il nous faut :
- continuer à assurer le perfectionnement et la formation continue de responsables et de salariés de services fédéraux,
- développer la recherche, l'orientation de l'action, la formation pour les acteurs locaux.
Un plan pluriannuel permettra de répondre à cette double nécessité.
Les initiatives engagées dans le domaine de la solidarité et du développement territorial rendent nécessaire le recours à de nouveaux métiers dont les emplois-jeunes peuvent être une préfiguration. Les fédérations les plus impliquées demandent la mise en place d'une réflexion et d'une politique de formation. L'espace régional ou interdépartemental pourra souvent être pertinent pour la mise en œuvre de ces nouvelles propositions.

S'organiser ensemble pour l'action commune

Etre efficace, c'est programmer l'action. Trop de sollicitations concernent des échéances annuelles sans que la préparation, la sensibilisation des acteurs locaux puissent être réellement prises en compte.
Le temps de la Ligue est un temps long, et ce, fondamentalement parce que la mise en mouvement volontaire des acteurs locaux (sauf pour des problèmes de réaction à l'actualité), doit laisser le temps à l'analyse, à l'appropriation, ainsi qu'à la construction d'outils et de démarches. Il faut faire moins, pour faire mieux et à temps !
Le niveau national doit programmer l'action pour se situer suffisamment en amont, en fonction des échéances et des priorités.
Chacun sait que le temps de l'éducation populaire n'est pas le temps du déroulement des campagnes électorales ou des grandes échéances (pas uniquement nationales d'ailleurs). C'est auparavant que doivent se faire l'information et la réflexion sur les enjeux, les priorités essentielles, pour un vrai travail de fond avant les échéances ou les campagnes elles-mêmes.
Notre politique éditoriale contribue à cette démarche. Les "*Idées en mouvement*" peuvent être un premier lien entre Ligueurs. Mais ceux-ci veulent mettre simultanément les idées et les actions en mouvement : ces dernières sont-elles suffisamment valorisées ?
Des suppléments documentaires thématiques sont publiés dans notre mensuel, ne pourrions-nous éditer des suppléments "dossiers aide-mémoire", guide méthodologique pour les acteurs locaux sur des sujets d' intérêt communs ? Des productions très nombreuses et remarquables voient le jour, fruits d'efforts exceptionnels. La diffusion reste insuffisamment assurée, et leur utilisation reste faible au niveau local.
Les " ligueurs " ne sont pas des salariés qu'il suffirait de former, ce sont des volontaires qui s'engagent sur un projet personnel. Il faut trouver de nouvelles formes pour les appuyer dans leur action. Si nous avons une ambition d'éducation populaire nous nous devons d'en avoir aussi la démarche permanente.
Vulgariser ce n'est pas simplifier, déformer, c'est permettre de rendre accessible à tous les résultats des études et de la recherche. Il faut dépasser la situation actuelle, des éditions de qualité ponctuent le travail de groupes nationaux, la mobilisation d'équipes départementales suscite des envies d'initiati-

ves, faute d'un travail approfondi de médiation, les actes restent au mieux dans les centres documentaires, les acteurs locaux, faute d'outils opératoires, restent impuissants sur leurs territoires. **Il faut nous préparer en commun à cette intervention essentielle du mouvement : l'appropriation des connaissances, la préparation de l'action collective.**

Vouloir faire vivre un réseau Ligue, c'est assurer une liaison beaucoup plus rapide et diversifiée entre les membres, où chacun peut aussi valoriser ses ressources et avoir directement accès à celles des autres. L'utilisation de nouvelles technologies comme la récente ouverture de Médialig, du réseau Internet de la Ligue, élargit les possibilités. Il nous faut travailler autrement. **Construire le réseau des " ligueurs " suppose leur participation à l'orientation du mouvement**. Nous avons commencé à Nancy à élargir les délégations, nous en avons ressenti la difficulté, il faut continuer. Serait-il possible, comme le proposent certains de réfléchir à des Assises Nationales des acteurs locaux tous les 6 ans et à des Assises régionales intermédiaires ?

Nous voulons inviter à militer avec la Ligue, non comme une fin en soi, mais pour agir sur notre société.

Soyons attentifs à cette interpellation d'un jeune bénévole militant : "*on ne peut pas peser à la Ligue, si l'on n'est pas ou ne veut pas être un professionnel du mouvement* ! ".

Travailler autrement, c'est tout mettre en œuvre pour que, partout des ligueurs " bénévoles militants " puissent pleinement militer avec la Ligue, et en constituer la force principale !

Un double engagement

Cette indispensable transformation sera longue. Décidons pourtant qu'elle mobilise partout chaque année au moins 10% du temps de nos interventions à tous les niveaux, dans tous les domaines de l'action de notre mouvement.

La Ligue (dans la confédération et au delà), c'est la réunion de ceux qui veulent participer sans cesse à la vie, à l'actualité de notre projet. **Une fonction d'innovation, étude, recherche, développement, non pas centralisée au siège parisien ou dans les fédérations, mais vivante sur tous les territoires, à tous les niveaux du réseau. C'est la raison d'être et l'utilité d'un mouvement national.**

L'ambition d'une éducation populaire de notre temps ne saurait dépendre du seul volontariat des citoyens. Il s'agit d'un enjeu de société dont nous devons montrer et rappeler l'importance aux pouvoirs publics. Leur contribution ne peut se limiter au financement d'opérateurs sociaux sur les sujets d'urgence, au financement de sous-traitance de politiques publiques dans des dispositifs standardisés.

L'ambition d'une éducation populaire pour notre temps suppose d'amplifier une politique publique de la plus grande importance pour le fonctionnement de notre démocratie.

L'aide aux producteurs est reconnue légitime par les taxes parafiscales pour financer les chambres consulaires. La défense nécessaire des intérêts des salariés est reconnue par l'aide légitime au fonctionnement des syndicats. Est reconnue tout aussi légitime le soutien aux organisations familiales et de consommateurs. Et chaque année, au lieu d'étudier des moyens non aléatoires pour donner une véritable ambition à l'éducation populaire, c'est au lent grignotage ou bien aux sérieuses amputations que nous devons faire face.

Le rôle de poil à gratter de l'éducation populaire peut déplaire, ce n'est que la juste part du risque démocratique ; mais par contre, nous sommes sûrs que laisser poursuivre son affaiblissement, dans le contexte actuel, aurait de très lourdes conséquences ! Des mesures tangibles d'une autre volonté sont aujourd'hui indispensables !

D) Dégager en commun quelques priorités

Pour les années à venir, quels sont les priorités que la Ligue propose à ceux qui veulent militer avec elle ?
Nous confirmons les axes de travail décidés aux derniers congrès en rappelant qu'ils se conjuguent dans une volonté commune.
Le préalable à notre réussite, nous l'avons dit, c'est la priorité à l'action locale :

Agir avec et pour les habitants en travaillant avec ceux trop nombreux qui connaissent la fragilité économique et sociale

Agir avec et pour les habitants, non pour organiser ce qui correspond à notre norme de la réussite, mais pour les aider à être acteurs de leur devenir. Non pour une démarche de discrimination positive parce que ce n'est pas notre culture, et que toute discrimination même positive laisse des traces, mais pour une action prioritaire en vue du bien commun, en vue d'un développement économique, social et culturel partagé.

Mettre en œuvre une conception laïque de la solidarité

Nous avons précisé que pour nous, la solidarité est d'abord le fondement et une conception de notre action.
Certains réduisent la solidarité à une démarche caritative, ou la renvoient à la seule intervention d'un Etat-guichet, les deux paraissant être hors du champ d'un mouvement d'éducation. La solidarité ne peut se limiter à un ensemble de mesures sociales qui pourtant y participent ; elle dépasse la seule notion d'aide ou d'assistance pouvant être unilatérale. Elle fonde et organise un ensemble d'obligations réciproques entre les membres d'un groupe ; elle est l'expression d'une interdépendance mutuelle. Elle lie les parties à un contrat, elle concrétise, la garantie de droits fondamentaux, au niveau national, dans des systèmes de protection sociale et au niveau international, elle légitime la coopération sur la base du co-développement. Elle ne se limite pas à une garantie de ressources : " les hommes ne vivent pas que de pain, mais de liberté de dignité, de justice et de fraternité". Elle suppose pleine reconnaissance de la dignité de chacun.
Quel espace, quel rôle, pourrait avoir une Ligue indifférente aux inégalités des conditions de vie, aux mutations de l'emploi, aux évolutions de l'organisation des solidarités ? Il nous faut participer, contribuer à reconstruire l'exigence de solidarité et en actualiser les formes d'organisation. Il ne peut y avoir de citoyenneté sans solidarité.

Faire vivre la citoyenneté et réhabiliter le politique

Tout en luttant sans relâche contre la banalisation des idées d'extrême droite, nous aurons le double souci :
- de réhabiliter la politique comme moyen essentiel de définir les orientations et l'organisation de notre vie commune (ce que nous ne pourrons réussir sans un engagement de même importance de la part des hommes politiques par une pratique exigeante et adaptée à notre époque),
- de permettre à chacun d'utiliser ses droits et de remplir ses devoirs de citoyen. Mais il ne s'agit pas d'une démarche formelle : la religion civile, la passion républicaine a aussi connu le "désenchantement du monde". Comment comprendre, vivre la citoyenneté aujourd'hui ? Comment être actif, responsable aux différents niveaux de décisions de la vie publique ?
Au forum de la citoyenneté, Claude Julien concluait : "nous ne sommes pas de simples résidents d'un territoire... Nous ne sommes pas de simples électeurs. Nous sommes des citoyens... Mais c'est par des actions d'éveil, d'information, de formation, de mobilisation sur des grands problèmes que chacun de nous deviendra plus pleinement citoyen et rendra contagieux le goût d'assumer le devoir de solidarité pour le service exigeant d'une conception de la République ".

Il faut faire vivre une citoyenneté qui soit en prise sur tous les lieux de décision de territoires emboîtés, superposés, du local au global.

Militer pour l'école, pour réaffirmer l'ambition commune qu'elle représente

Hier, l'éducation se déclinait en école, péri école, post école et ses problèmes déclenchaient les passions de la société toute entière.
Aujourd'hui, parents et jeunes sont sollicités par des offres éducatives multiples : médias, marché para -scolaire, éditions, CD-ROM, cours particuliers, etc. Une forte pression des intérêts économiques s'exerce pour la marchandisation de l'éducation, de la culture, de la formation.
L'O.C.D.E. a chiffré à mille milliards de dollars le montant des dépenses annuelles des Etats membres en faveur de l'enseignement.
Une grande offensive est engagée. Un regroupement des 47 plus importants dirigeants industriels européens s'y intéresse, en déplorant " une compréhension insuffisante de l'environnement économique, des affaires et de la notion de profit " de la part des enseignants !
Certains " consommateurs d'école " considèrent celle-ci comme un service banalisé, prestataire d'apprentissages ou de formation pour la réussite personnelle.
Enfin les inégalités des territoires et des conditions de vie des familles créent de nouvelles urgences auxquelles est confronté le système scolaire, sans parvenir à corriger ces inégalités d'une société malade. Telle est la nouvelle donne.
L'éducation a un rôle central, essentiel dans notre société ; non seulement il est nécessaire de préciser sans cesse la tâche spécifique de l'école dans ce nouveau contexte, mais il nous faut réaffirmer l'ambition commune et la place fondamentale que nous lui avons donnée.
La nation a confié à cette institution de la République le rôle d'assurer à chacun le droit à l'éducation, c'est un service public qui associe enfants, parents, élus, acteurs éducatifs à son action.

Pourquoi réaffirmer cette ambition commune ? parce que la dérive consumériste de la sélection, ouvertement revendiquée, s'accélère au détriment de l'égalité des chances. Qu'on en juge ! Hebdomadaire progressiste et journal du soir non moins progressiste rivalisent en direction du " consommateur d'école " : quatre colonnes à la une, dans le dernier cité : " *Comment choisir son bac et son lycée ?* ". L'article poursuit :
" *600 000 collégiens rentrent au lycée. Depuis 1984 et l'assouplissement de la carte scolaire, jamais le choix d'un établissement n'a été aussi libre en France. Mais cette possibilité n'est utilisée que (sic) par un quart des familles, celles des milieux plus aisés. Ces inégalités tiennent au manque d'information (re-sic) qui touche en premier lieu les familles d'employés et d'ouvriers. Pour y remédier nous avons fait le choix de l'exhaustivité en publiant l'intégralité des résultats et des indicateurs de performances* ".
Comme le dirait Bertrand Tavernier, " *tu peux, après information, choisir d'habiter d'un côté ou de l'autre du périphérique, ce n'est qu'une question d'argent* ".
Placer l'enfant au centre du système éducatif, ce n'est pas le mettre dans un labyrinthe où les meilleures voies sont empruntées grâce à une information plus précise, voire à un " délit d'initié ", et où trop de jeunes et leurs familles se heurtent aux murs d'un système difficilement lisible. Nous ne reviendrons pas à des dispositifs autoritaires de carte scolaire, mais la mobilisation des acteurs de l'école, des dirigeants, élus, parents et militants de l'école doit permettre de construire un service public où les établissements reliés en réseau assurent une égale qualité et possibilités sur l'ensemble du territoire national : une éducation vraiment nationale !

Passer de l'école pour tous à l'école de tous, de la maternelle à l'université : l'école a réussi à faire face au défi de la " massification " scolaire.

Aujourd'hui, militer pour l'école, c'est l'aider à prendre toute sa part dans la lutte contre les inégalités, pour la réussite scolaire de chacun et la préparation à la citoyenneté de tous.
C'est pourquoi la Ligue, regroupement de citoyens pour l'éducation, moyen de cohésion sociale, de culture, de démocratie, pour qui la réussite scolaire est une préoccupation constante, veut agir plus fortement avec les acteurs du service public d'éducation. Celui-ci doit prendre toute sa part dans la lutte contre les inégalités, dans la préparation à la vie démocratique et la participation à la vie sociale et culturelle.
A tous les niveaux de scolarité, la Ligue apportera son concours aux efforts entrepris, soutiendra et facilitera toute initiative des jeunes dans la vie scolaire ou dans la cité.
Cet engagement concerne tout le système éducatif et particulièrement le collège et le lycée.
Il ne s'agit plus de simples activités complémentaires majoritairement du 1er degré, mais il s'agit ici aussi, de retrouver pleine ambition des origines : une Ligue partenaire de l'école, pour passer des solutions de l'urgence à une volonté plus active de la cité scolaire ; pour mettre en oeuvre une pleine coopération école, famille, cité, pour réaliser l'ambition du service public.

Trois autres priorités inspireront nos efforts :

- la compréhension, la maîtrise sociale, et l'analyse critique de toutes les nouvelles techniques et particulièrement de celles de l'information.
- Nous vivrons toujours plus la diversité des cultures et des choix. Notre liberté ne s'arrête pas où commence celle des autres, elle commence avec celle des autres. Il faut rendre réel le dialogue des cultures et inventer un vivre ensemble.
- Nous devrons enfin prendre en compte la dimension internationale dans l'ensemble des activités. Dans les années à venir la Ligue s'impliquera pour que l'Europe devienne un véritable projet politique, économique, social et solidaire. Cela requiert la même attention que nous avons apportée au siècle dernier à la construction d'une république laïque démocratique et sociale.

Pendant près de 30 ans, la consommation ou la difficulté d'y accéder a constitué l'essentiel du lien social. Le réveil est dur !
Les consommateurs d'école, de soins, de loisirs, de prestations, de sécurité, de culture concourent tous les jours au développement du marché comme forme unique d'organisation sociale. Une société d'individus consommateurs éclatée en archipels de riches, de nomades, d'inclus et de relégués est-elle encore une société ? Dans chaque consommateur, il faut réveiller le citoyen pour contribuer à construire un avenir solidaire.
La reconstruction commune des services publics, les initiatives d'économie solidaire, les réalisations d'économie sociale sont des directions complémentaires pour participer au bien commun et à l'intérêt général dans une société d'économie plurielle.

E) Affirmer notre originalité pour rassembler

Sur ces priorités, sur cette ambition, nous voulons rassembler, en appeler à une action commune.
Il ne s'agit ni de recherche de leadership, ni de volonté d'hégémonie mais d'urgence démocratique et sociale. Il nous semble que notre choix de la laïcité permet d'y contribuer pleinement. La laïcité, principe constitutionnel en France, ajoute à l'égalité des droits d'une république démocratique, la garantie de la liberté de conscience, l'indépendance et la neutralité de l'Etat, ainsi que la pleine liberté des cultes. C'est notre bien commun, quel que soit notre engagement ou notre choix philosophique. Elle est dans l'action quotidienne de la Ligue, vigilance, exigences et démarche permanente. Parce qu'elle repose sur la liberté de conscience, de pensée, d'expression, elle exige un travail permanent d'esprit critique, refusant que la théorie devienne doctrine, la doctrine devienne dogme, combattant tout argument d'autorité. Elle invite à

une volonté lucide d'information débarrassée de toute censure.
Dans la diversité et la pluralité des cultures, elle permet la rencontre et la confrontation d'idées qui contribuent à l'évolution des mentalités et au fonctionnement réel de notre démocratie. Par l'éthique du débat et la démarche qu'elle facilite, elle est une condition du vivre ensemble.
Au-delà de son histoire française, ses origines grecques posent l'exigence de la démocratie (laikos = tout le peuple, s'opposant au cleros = ceux qui savent), ce qui éclaire notre volonté de lutter contre tous les cléricalismes (religieux, financiers, de compétences imposées, de naissance ou de castes) voulant s'accaparer un pouvoir au détriment d'un choix démocratique éclairé et délibéré.
Valeur de civilisation, basée sur l'égale dignité de chacun, elle inspire toutes les luttes contre les discriminations et les exclusions.
En fonction de l'actualité ou de l'acuité de certaines questions, nous avons été amenés à en souligner plus particulièrement certains aspects. Nous avons mené un travail afin de mieux cerner le pluralisme de notre propre culture.
Quand la culture de l'instantané génère une culture de l'oubli, quand les chantres de la mondialisation en développent une forme mercantile qui prétend à l'universel, quand par ailleurs le populisme agite le spectre de la perte "de l'identité française" qui contre toute réalité historique ne serait qu'une identité des descendants de français de souche, sur des valeurs honteusement défigurées dans d'uniques proclamations chauvines et xénophobes, quand une visite religieuse réactive les tentations partisanes de relecture de l'histoire "de la nation constituée autour d'un roi, d'une foi", par exigence laïque nous refusons les fausses réactions simplistes d'avoir tous de Fort de France à Papeete des ancêtres gaulois. Par démarche laïque, nous engageons avec de nombreux intervenants une réflexion argumentée sur la diversité de nos origines. " Aux sources de la culture française " est le titre de la publication de ce travail.
Aujourd'hui, prenant en compte les conséquences des migrations, l'élargissement des diversités culturelles et religieuses sur notre sol, refusant diabolisation et amalgame, nous engageons une démarche qui permet d'ouvrir le débat " laïcité et Islam" avec la deuxième religion de France, afin qu'elle soit considérée comme une religion comme une autre sur le sol français dès lors qu'elle respecte nos principes constitutionnels. Il en va du droit d'une culture à exister et à être reconnue, ainsi que de la nécessaire laïcité des institutions. Il en va de l'égalité de tous les citoyens, de la vie harmonieuse des quartiers, de la paix civile.
Mais en aucun cas ces attentions momentanées ou durables, ne font disparaître les autres exigences.
La reconnaissance de la diversité culturelle n'exclut pas l'exigence d'esprit critique et la lutte contre les idées niant la dignité humaine.
La reconnaissance par nous des religions, de leur droit à l'expression dans l'espace public, comme pour toute autre forme de culture, n'exclut aucune vigilance, ni aucun combat si l'une ou l'autre tente de faire adopter des législations favorables ou des dispositions basées sur des choix qu'elles peuvent demander à leurs ressortissants, mais jamais imposer à l'ensemble des citoyens.
Il n'y a pas opposition entre la lutte menée pour l'émancipation de chacun contre l'obscurantisme des idéologies, et la nécessaire priorité que nous donnons, au nom de la même exigence d'égale dignité, à la justice sociale, pour une pleine reconnaissance des exclus de notre société et la lutte pour les conditions de leur ressocialisation.
Conjuguer en permanence le caractère démocratique, laïque et social de notre République, faire de l'éducation populaire une ambition, nous évitent de limiter la laïcité à une seule exigence intellectuelle, à un consensus mou de tolérance sociale, ou à de simples procédures de gestion du pluralisme culturel et religieux dans la vie démocratique.
Pour nous, dans une société, une humanité, définitivement, irrémédiablement plurielles, la laïcité est à la fois une

référence, des exigences, une démarche et une tension permanente qui garde l'avenir ouvert. Elle n'existe, comme la nation et la République, qu'à la condition de se chercher chaque jour.

F) Rendre visible notre ambition et redresser l'espoir

Nous nous étions donné pour objectif de mieux préciser notre action, d'améliorer notre organisation, de rendre plus visible notre intervention. Rendre visible, c'est communiquer son projet. Communiquer, c'est parler d'abord aux autres, à l'opinion, pour les inviter à être acteurs de ce projet. Beaucoup souhaitent une présence de la Ligue dans les médias nationaux. Ceux-ci sont surtout centrés sur l'actualité ou l'événementiel. Notre type d'intervention n'étant ni l'urgence, ni le coup médiatique, il faut se faire une raison. Par ailleurs, n'étant pas, comme une organisation de consommateurs, une représentation des intérêts sociaux, aucune place institutionnelle nous est réservée. Il faut le savoir et en prendre acte.

Une cause particulière s'identifie facilement. Au contraire, un mouvement d'initiative privée œuvrant inlassablement pour l'intérêt général (compromis difficile et sans cesse remis en question) manque de visibilité.

Communiquer est difficile pour un mouvement adossé à une organisation aussi complexe, dont il faudra avoir le courage de revisiter les sigles. Malgré le militantisme et l'histoire dont ils sont chargés, ces sigles évoquent-ils un projet actuel, parlant, pour les nouvelles générations ?

Par contre, parce que nous sommes sortis de l'époque où les médias n'étaient vécus que comme les adversaires de l'éducation populaire, ou comme de simples supports de communication, nous avons pu nouer des alliances, des partenariats positifs avec des journeaux, des périodiques, des maisons d'édition, des chaînes de radio ou de télévision, démarche encore modeste, mais prometteuse. Communiquer pour un mouvement d'éducation populaire, c'est à la fois produire des analyses et des contributions sur les débats et les choix de société, et faire connaître son apport indispensable à la vie quotidienne de chacun, grâce à l'action locale. Sous la signature Ligue, rendons visible nos contributions, nos programmes, nos interventions et manifestations.

Mais dans l'ensemble de la Confédération, nous avons une culture de 132 ans d'éducation, 116 ans de laïcité scolaire, 70 ans de démocratisation des "loisirs", 12 ans de laïcité "valeur de civilisation", 6 ans de citoyenneté, et seulement 3 ans d'exigence sociale plus affirmée contre les inégalités et les exclusions. Il est temps de faire partout la synthèse de nos trois derniers congrès !

Les responsables locaux accordent une grande importance à "la défense des valeurs", et à chaque grande offensive où les valeurs républicaines sont mises à mal, les fédérations sont en effet un lieu de convergence, de regroupement.

Mais la " défense de valeurs " si fortement évoquée dans le sondage C.S.A. est le choix d'une position défensive. Sommes-nous condamnés à une " convivialité de croisière " et à une mobilisation en contre par vigilance républicaine ? " On ne mobilise pas sur des maux, mais sur des remèdes ". Sommes-nous aussi capables " d'agir pour ", de proposer, de promouvoir des valeurs ?

Il nous faut coordonner nos efforts, en tenant compte de la pluralité de notre culture et de la diversité de nos engagements.

Une affirmation militante plus forte est souhaitée au nom de l'histoire et du mouvement d'idées. L'organisation, en tous lieux, d'informations ou de débats sur les questions de société, y compris les plus passionnées, est rappelée comme notre apport essentiel, notamment celles qui sont au cœur des inégalités.

Un mouvement ne se fait qu'avec des membres qui ont un sentiment d'appartenance, parce qu'ils peuvent peser collectivement sur la société, par des campagnes sur des objectifs concrets.

Pour tenir compte de la pluralité des engagements de ceux qui agissent avec la

Ligue, de leur méfiance à l'égard du militantisme traditionnel, et de leur préférence donnée aux projets concrets, il faut entreprendre une nouvelle démarche pour sortir du débat piégé " Idées ou action ".
" L'action sur le terrain, les projets concrets donnent des résultats mesurables, mais ne s'attaquent pas aux causes des maux que l'on combat, l'action par les idées, de son côté tente d'éradiquer le mal en lui-même mais n'aboutit souvent qu'à accroître les convictions de ceux qui sont convaincus ". D'où la proposition d'une démarche " de petits pas dans la bonne direction ", qui a obtenu des résultats exemplaires.
Cette démarche nécessite un objectif précis et facile à comprendre, mobilisateur par les conséquences en jeu, et qui permet, s'il est atteint, une transformation réelle et profonde de la société.
Il appartiendra au groupe-programme de trouver des propositions fédératrices pour nos campagnes à venir.
Aujourd'hui, les lieux où se décident les conditions de vie de nos concitoyens dépassent le seul cadre de l'Etat-Nation. Agir avec d'autres organisations est devenu indispensable.
Mais l'Education populaire et la laïcité ne sont pas a priori des éléments fédérateurs hors de l'hexagone. Des solutions existent pourtant. Refusons d'être enfermés dans " l'exception française " ou dans " la spécificité française " qui risquent de nous laisser isolés. Oublions l'arrogance du " modèle" français. Partons modestement, mais sans complexe de "notre originalité française ", de la part d'universel que nous avons su apporter à une déclaration du même nom.
Regardons, hors de nos frontières, ceux qui s'engagent autour de l'égalité des droits, animés d'une volonté de solidarité et de citoyenneté.
Les Ligues de l'enseignement sont nos premiers partenaires dans les pays qui ont connu les problèmes religieux et culturels semblables aux nôtres et dans les pays de la francophonie. Comment pouvons-nous mieux travailler avec elles notamment, sur les problèmes qui concernent l'éducation, les inégalités, le multiculturalisme, la citoyenneté ?
Nous avons peu d'homologues qui interviennent comme nous à la fois à l'école et dans la Cité. Mais en Allemagne ou dans d'autres pays, sur l'impulsion de syndicalistes, sont nées des initiatives solidaires, avec les habitants dans la Cité, pour le mieux-être social ou pour développer des actions de coopération internationale. Ces organisations se donnent comme objectif la solidarité, issue de la communauté de citoyens libres et égaux, indépendamment de leur race, de leur religion ou de leurs origines.
Avec eux et avec d'autres, d'Espagne d'Autriche, de Belgique, de Suisse, de Norvège et de Grande Bretagne nous apprenons à nous connaître, à travailler ensemble, dans un regroupement Solidar, dont nous sommes heureux d'accueillir ici les délégués.
Pourquoi ne pas finir notre année de la dignité par un acte symbolique, non pour évoquer un an 2000 qui n'a aucun sens pour les 2/3 de l'humanité, mais pour marquer, avec d'autres le 50ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ? En France, faisons-le pour illustrer notre nouvelle ambition, faisons-le avec ceux de la marche contre le travail des enfants. Ces jeunes marcheurs des "pays les moins avancés", comme dit le socialement correct, déclarent en ce moment : " *ne nous regardez pas, venez avec nous !* ", " *éducation, oui, oui, oui, exploitation, non, non, non !* ". Faisons-le avec ceux de Solidar, qui ont lancé la campagne "les droits du travailleur sont aussi les droits de l'homme", deux appels à civiliser la mondialisation, pour que dans les deux cas, l'Organisation Mondiale du Commerce prenne en considération les normes du Bureau International du Travail dans les échanges mondiaux.
Une manière de rappeler à cette occasion ,qu'avant ou après l'an 2000, le seul vrai progrès est celui de l'égale dignité de chacun.
Une manière d'affirmer notre volonté de donner la même exigence à l'accès à l'éducation et à la culture, à la lutte contre les injustices et à la construction des

solidarités, au fonctionnement réel de la démocratie.
Une manière d'entrevoir l'alliance des militants des droits fondamentaux, des militants de la solidarité, des militants de l'éducation.
Mais comment, dans le moment où nous vivons, avec sept millions de personnes exclues de la société, des enfants privés de repères et en proie à la violence, devant la montée des dangers, comment être optimiste et redire ce que nous affirmions à Clermont-Ferrand : il faut redresser l'espoir !
Souvenons-nous ! Nous avons parlé des conditions des débuts de la Ligue. Il y a 150 ans, une crise économique, après le "laisser faire, laisser passer", la révolution industrielle hoquette. Une crise politique : les possédants veulent perpétuer leurs privilèges : il faut payer 200 F d'impôts, pour pouvoir être électeur.
Souvenons-nous de la crise sociale, de l'insupportable misère, des conditions de travail et de vie et des enfants .
Souvenons-nous : "*Les inégalités sont une loi naturelle, il faut se résigner : la terre est une vallée de larmes, mais le ciel récompensera les pauvres et ceux qui souffrent*". Souvenons-nous des oppositions au développement de l'école : "*l'école est un commencement d'aisance et l'aisance n'est pas réservée à tous*". C'était il y a à peine 150 ans.
Qui aurait misé sur l'avenir ? Redresser l'espoir, c'est ce qu'ont fait des dizaines et des dizaines d'années durant des militants, des citoyens, des résistants, pour que, par la volonté des hommes, dans une république démocratique sociale, les évolutions économiques puissent être civilisées et le marché régulé dans le cadre de l'Etat -Nation.
Aujourd'hui, en France, la situation pourtant intolérable n'a pas le même degré de gravité. Nous avons toutefois rendez-vous avec des problèmes que la jouissance des délices des " 30 glorieuses " et le manque de courage des hommes politiques ont mis sur notre chemin. Mais faute d'un projet fort pour le bien commun qui avait guidé et fait se mobiliser ceux de 1848, réapparaissent les déclarations de l'égoïsme et des nantis, qui rappellent du déjà - entendu : le pouvoir des possédants (entreprises, banques, pays les plus riches) est dans l'ordre des choses.
" Il faut empêcher les états de fixer des normes autres que minimales pour l'éducation et la protection sociale " (séminaire de Davos). L'aisance ne doit vraiment pas être réservée à tous !
Même appel à la résignation et à la sacralisation de l'état actuel des inégalités " l'intervention des politiques ne peut que perturber les règles naturelles marchés et compromettre la prospérité ".
Sommes-nous devant des problèmes nouveaux ou devant les mêmes problèmes fondamentaux qui ont changé d'échelle et de conditions techniques, et pour lesquels il faut actualiser ou trouver d'autres moyens de régulation ? La Ligue n'a pas de projet de société, elle a des exigences pour la société. Elle pense qu'il est grand temps que notre pays débatte de son avenir et remette au cœur de son désir le bien commun et l'intérêt général. Il est grand temps de nous retrouver.
Refusons d'être, non pas le pays d'une population vieille, ce qui est déjà une donnée, mais un pays vieux, rentier, frileux, recroquevillé. Osons, avec notre héritage affronter les mutations de la société, imaginer, créer. Coopérer avec d'autres pour un autre monde possible, ce n'est pas perdre sa souveraineté, c'est trouver des niveaux plus efficaces pour peser au nom de la solidarité sur les interdépendances de ce monde.

Condorcet a depuis longtemps défini des finalités pour notre idéal.

" Nos espérances sur les destinées futures de l'espèce humaine peuvent se réduire à ces trois questions :
- la destruction de l'inégalité entre les nations,
- le progrès de l'égalité dans un même peuple,
- le perfectionnement réel et continu de l'homme. "

Nous voulons parier sur la culture et la générosité des hommes. En appeler à l'intelligence, celle qui s'affranchit de

l'espace, du temps, qui bouleverse la matière, le vivant. L'inviter à refuser les pièges de la sous-traitance des pouvoirs, de l'argent, de l'illusoire renommée des médias. L'inviter à être généreuse, en s'associant dans le but de créer de l'intelligence collective pour le quotidien et l'avenir de 4 milliards de terriens sur une planète finie, sans chaloupe de secours.

L'éducation populaire est le ferment d'une société libre, juste et fraternelle, qui invite à la rencontre des hommes et des femmes, qui les invite à s'associer: Tous différents, tous égaux, il faut apprendre à vivre ensemble. Tous différents, tous égaux, il faut comprendre cette société et débattre des affaires communes.

Tous différents, tous égaux, il faut inventer un présent et un avenir solidaires. Tous différents, tous égaux, il faut coopérer pour un autre monde possible. Certains trouveront démesurés les problèmes évoqués et nos moyens d'intervention de fourmis de la culture et de l'éducation.

Ariane Mnouchkine, lors de la présentation de son spectacle "L'Eveil", dont le nom est à lui seul tout un programme, dit en substance : " *l'histoire n'existe pas en dehors de nous, nos vies se situent à chaque instant à une période historique: soit on décide, dés l'enfance (...) de participer à l'histoire, soit on décide que l'histoire se fait sans nous, on met la tête dans un trou noir et on ne bouge pas. On peut être une fourmi sans histoires, on peut aussi être une fourmi historique* ".

Comment mieux dire pourquoi et comment militer avec la Ligue, et avec les 100 000 ligueurs que nous représentons, en être fiers.

*****

La Ligue
LES IDEES EN MOUVEMENT

90 ème CONGRES DE LA LIGUE - NANCY 1998

Intervention de Claude JULIEN - Président

vendredi 22 mai 1998

Dans la longue histoire de la Ligue, chacun de nos Congrès marque non pas, certes, un tournant, mais une double volonté : volonté d'approfondir la réflexion qui inspire notre action, afin de mieux l'adapter aux besoins de la société, et volonté d'élargir et intensifier nos interventions, en tirant les leçons de notre expérience et en faisant preuve d'imagination.

Le Rapport d'activité fourmille d'exemples qui illustrent bien la vitalité de notre Mouvement - avec ses points forts, avec, aussi, les domaines dans lesquels nous éprouvons tous le besoin de faire mieux, de nous manifester avec toujours plus de dynamisme. Cet appel à une vitalité accrue ne jaillit pas de je ne sais quelles cogitations abstraites mais, concrètement, des pressantes sollicitations que nous adresse cette société en mutation, parfois en désarroi.

Ce souci de coller au réel de la société nous a conduits, depuis des années, à préciser notre « projet de transformation sociale », en sachant bien que, pour le mettre en œuvre, nous devons « redonner la priorité aux militants par rapport aux structures » (comme le disait André JOURDES aux JERF de 1994) et attirer tous ceux qui, avec nous, comme le disait Eric FAVEY en 1993, « refusent une société où la réussite de quelques-uns se nourrit de l'exclusion du plus grand nombre ».

La tâche est ambitieuse. Pour la mener à bien, nous devons simultanément poursuivre avec ardeur les efforts déjà entrepris et les élargir en attirant de nouveaux militants, de nouveaux partenaires. Car de nombreuses citoyennes et citoyens partagent notre indignation devant les injustices et les inégalités qui défigurent notre démocratie, nombreux ceux qui ne savent où s'engager et qui seraient disposés à répondre à nos invitations, à nos propositions d'action - pourvu qu'elles soient concrètes, efficaces, au service d'une société plus humaine, plus fraternelle.

Tel est bien le sens de notre Question de Congrès : pourquoi et comment militer à la Ligue ? Un certain nombre de faits récents nous montrent que nous avons raison de vouloir intervenir plus vigoureusement pour transformer la société :

- lors des récentes élections, outre le score du Front National et les odieuses compromissions auxquelles certains ont succombé, un phénomène déjà ancien a pris cette année plus d'éclat que par le passé : la progression des abstentions a témoigné d'un malaise grandissant, d'un scepticisme qui minent la démocratie. Or, depuis Jean MACE, nous voulons « former des citoyens » ;

- à peu près dans le même temps, les manifestations de chômeurs occupant les sièges des ASSEDIC et quelques autres lieux symboliques, le mouvement de solidarité avec « les sans-papiers », diverses interventions contre le racisme et la xénophobie, bien d'autres faits encore ont donné la mesure de la détermination de ceux qui refusent de se résigner - et c'est à cela que l'on reconnaît un citoyen ;

• au mois d'août dernier, une étude de l'INSEE constatait : "*L'école ne parvient pas à corriger les inégalités sociales et culturelles* » ; « *l'origine sociale*, ajoutait l'INSEE, *détermine le parcours scolaire et professionnel* » des jeunes. Devant ce sombre constat, comment la Ligue, mouvement complémentaire de l'enseignement public, doit-elle réagir ?

• un peu plus tard, une étude de la *Revue Française de Sociologie* montrait que « l'élite scolaire se recrute toujours dans l'élite sociale ». Elle précisait que, depuis le début des années 50, la proportion de jeunes d'origine populaire dans quatre grandes écoles françaises avait chuté de 29 % à 9 % seulement ; bien sûr, il y a aujourd'hui moins d'ouvriers et de paysans, mais avec les chômeurs et les « salariés pauvres », les milieux populaires dont il est question ne se sont pas « embourgeoisés » : ils sont toujours là ;

• à la fin de novembre dernier, une étude du Ministère de l'Emploi recensait 2 800 000 salariés pauvres, soit 15,1 % des travailleurs des secteurs privé et public - en progression de près de 4 points depuis 1983. Ces « salariés pauvres » perçoivent moins de 4 800 F par mois et les « très pauvres » moins de 3 650 F - alors que le SMIC est à ce moment-là à 5 200 F. Or, la plupart de ces « salariés pauvres » et « très pauvres » sont des jeunes ;

• voilà un mois, à la fin d'avril, on apprenait que 29 % des jeunes disposent d'un lecteur de CD-Rom. Mais, là encore, l'inégalité sociale engendre l'inégalité d'accès aux « nouvelles technologies », et donc à un moyen d'accès à la connaissance : s'il atteint 49 % chez les enfants de cadres supérieurs, le taux de jeunes ayant un lecteur de CD-Rom tombe à 18 % chez les enfants d'ouvriers.

Abstentions, chômage, salariés pauvres, inégalités d'accès à la culture : voilà bien, parmi d'autres, des indices d'un malaise profond. Ils sont à la fois durement ressentis par ceux qui en souffrent et souvent mal compris parce qu'ils résultent de l'imbrication de causes complexes. C'est à ce titre que nous sommes directement concernés, parce que la Ligue est tout simplement un grand mouvement d'éducation populaire. Pour agir utilement, les citoyens ont besoin d'y voir clair. Nous n'avons pas à leur dicter, pas même à leur suggérer, leurs choix politiques, mais il nous appartient de les aider à acquérir la possibilté d'effectuer un choix lucide.

Bien entendu, les faits que j'ai évoqués n'ont pas été occultés par les médias mais traités avec discrétion pendant que d'autres phénomènes, inlassablement privilégiés par de prospères industries de la communication, ont été, à grand tapage, offerts en pâture au grand public - comme pour faire diversion, pour le détourner de ses préoccupations vitales :
- par exemple, la mort tragique d'une princesse tuée dans le déplorable accident d'une automobile dont le chauffeur était ivre ;
- ou bien les frasques sexuelles du Président de la première puissance mondiale, interminable feuilleton à épisodes - et ce avant le lancement de la pilule Viagra - de telle sorte que pour parler comme Dario FO, nous savons tout sur la "bistouquette" de Bill CLINTON ;
- enfin, l'immense succès du film "Titanic", ce paquebot, prodige de technologie, réputé insubmersible, dont le naufrage permit d'effectuer le tri entre ceux qui méritaient d'être sauvés - les riches - et les autres - pourtant pas spécialement pauvres - qui pouvaient être abandonnés à leur funeste sort. Certains analystes financiers américains ont cru voir dans l'immense succès commercial de ce film le signe prémonitoire d'une plus ample catastrophe qui provoquée par l'euphorie spéculative dont parlait John Kenneth GALBRAITH, ravage certains pays d'Asie et pourrait demain bousculer toute l'économie mondiale.

Mais ce marketing médiatique ne saurait aveugler des citoyens « conscients et responsables », détourner leur attention de l'essentiel. L'essentiel ? Mais oui : chômage, exclusions, criantes inégalités de revenus - vous souvenez-vous du salaire de M. Pierre SUARD ? Avez-vous lu comment un milliardaire connu parvient à ne pas payer l'impôt de solidarité sur la fortune ?
Daniel BILALIAN ou PPDA, entre lesquels je partage équitablement mon affection vous ont-ils, à une heure de grande écoute, livré la substance du rapport demandé par MM. BALLADUR et SARKOZY, rapport dans lequel l'équipe réunie autour de M. DUCAMIN écrit : *« Il est constaté que, tous prélèvements confondus, les revenus du travail sont davantage sollicités que ceux du capital et ceci n'est ni équitable, ni justifié au plan économique »*. Or, vous le savez, nous sommes entrés dans une phase de réforme fiscale : taxe d'habitation, taxe professionnelle, quotient familial - dont nous avions vu à Clermont, à quel point il est injuste. Un citoyen qui ne sait pas, qui ne comprend pas, abdique sa qualité de citoyen. L'essentiel encore : inégalités d'accès à l'enseignement à la culture en général, aux nouvelles technologies, aux vacances, aux loisirs, etc. Pourrions-nous un seul instant rester impavides ? Ne pas mobiliser toutes nos forces pour exposer clairement les divers aspects et les causes de ce désastre social serait nous rendre complices, par passivité, de ces inacceptables injustices.

Ce sont là de simples exemples. Que, de leur côté, les partis et les syndicats agissent à leur guise. Ce n'est pas notre affaire. Nous nous situons sur un tout autre terrain : comme mouvement d'éducation populaire, il nous appartient d'expliquer, de permettre aux citoyens de comprendre, de former des électeurs conscients pour que, lorsqu'ils déposent librement leur bulletin de vote dans une urne, ils le fassent en toute connaissance de cause, avec une lucide perception de leur responsabilité.

Ces préoccupations, et quelques autres de même nature, seront au cœur de nos travaux tout au long de ce Congrès. Avec, vous le sentez bien, un risque majeur, que le secrétariat national n'ignore pas : car, à observer plus finement les déchirures du tissu social, à mieux nous informer pour en comprendre les causes (et donc d'éventuels remèdes), à en débattre librement pour déterminer les actions éducatives les mieux adaptées que nous souhaitons entreprendre, il nous sera impossible de nous retrancher derrière notre surcharge de travail, qui est réelle, derrière l'insuffisance de nos moyens humains et matériels, qui ne l'est pas moins, pour simplement, nous satisfaire de persévérer dans nos activités traditionnelles, pourtant si utiles pour entretenir ou recréer le lien social.

Nous le savons : nous devons toujours faire plus, et faire toujours mieux. Un ligueur est, par nature, un militant éternellement insatisfait, et pour autant jamais découragé. C'est pourquoi nous voulons attirer et mettre à l'action toutes les bonnes volontés, toutes les compétences, toutes les générosités disponibles - et elles sont nombreuses - en allant les solliciter au-delà des milieux qui nous sont familiers. Comment élargir et intensifier le champ de nos interventions ? Avec quels partenaires ? Dans quels types d'actions ?

Et pourquoi ? Pourquoi ? Mais tout simplement parce que le citoyen n'est pas seulement celui qui reçoit de la société la possibilité d'exercer ses droits ; c'est celui qui se bat pour que chacun autour de lui puisse, lui aussi, exercer les mêmes droits. Parce que la Ligue, comme la République, est à la fois démocratique, laïque et sociale - et que ces trois termes sont inséparables. Que la pratique démocratique s'anémie, et la laïcité elle-même serait en péril !
Que les défenseurs de la laïcité manquent de vigilance, et nous verrions proliférer, plus encore qu'aujourd'hui, les crispations identitaires et les explosions

d'intolérance qui sapent la démocratie ! Que l'ambition sociale des citoyens de la République s'incline devant la tyrannie des marchés, et serait dévitalisé, réduit à un rituel vidé de toute signification - et peut-être anéanti - le triple héritage démocratique, laïque et social qui est le nôtre .

Pour notre Ligue, la voie est toute tracée. Et nous irons jusqu'au bout. Non pas seulement pour rester fidèles à l'action audacieuse que Jean MACE entreprit voilà cent trente-deux ans, mais parce que notre dignité de citoyens est à ce prix.

Tous ensemble, pour une Ligue et pour une République qui nous invitent à l'exaltante aventure de vivre à la hauteur de leurs ambitions démocratiques, laïques et sociales .

*****

Message de Monsieur le Premier Ministre Lionel JOSPIN aux participants du Congrès de NANCY de la Ligue Française de l'Enseignement et de l'Education Permanente

vendredi 22 mai 1998

A Monsieur Le Président.
Cher ami,

Au moment où vous tenez le 90ème Congrès de la Ligue Française de l'Enseignement et de l'Education Permanente, je souhaite adresser à vous-même, aux membres de votre Conseil d'Administration et à tous les congressistes, un message de soutien et d'encouragement pour la réussite de votre Congrès et, au-delà, pour les actions que vous conduirez.

L'ancien Ministre de l'Education Nationale que je suis ne peut ignorer le rôle majeur qu'a joué dans l'histoire votre mouvement en faveur de l'Ecole de la République.
Aujourd'hui, je sais combien la Ligue milite pour un service public d'éducation moderne, ouvert sur son environnement, dans un partenariat constructif avec le Ministère de l'Education Nationale.

Le gouvernement est sensible à l'apport des associations que la Ligue confédère, que ce soit dans le domaine de l'accompagnement éducatif, de l'aménagement du temps de l'enfant et des adolescents, dans le domaine des loisirs, du sport, de la culture.
Cette action est celle de vos très nombreux bénévoles, qui perpétuent l'œuvre de Jean MACE, et de vos professionnels, qui se dévouent sans compter dans l'action militante.
C'est d'ailleurs parce que je mesure le rôle irremplaçable des associations comme les vôtres que j'ai souhaité que le gouvernement appuie et encourage le mouvement associatif.

C'est dans cet esprit que j'ai reçu le Conseil National de la Vie Associative et que j'ai proposé que se tienne, à l'automne, un grand colloque sur le rôle et la place des associations dans notre société.
Presque un siècle après le vote de la loi du 1er juillet 1901, chacun aujourd'hui mesure la contribution qu'elle a apportée dans l'exercice des libertés individuelles et collectives. Mais, il est sûrement nécessaire de débattre avec les premiers intéressés, c'est-à-dire les dirigeants des associations, comment structurer, à côté du secteur marchand, une économie sociale au sein de laquelle le secteur associatif doit prendre une place prépondérante ?
C'est à cet effort de réflexion et de proposition que je vous invite, persuadé que vous partagerez avec moi cette ambition.

Je n'ignore pas non plus la place que la Ligue de l'Enseignement a toujours prise dans l'éducation à la citoyenneté.
Dans une période où les actes de violence et d'incivisme se multiplient, il est important d'accompagner toute démarche permettant aux jeunes de vivre concrètement leurs droits et devoirs dans l'institution scolaire, mais aussi dans les associations périscolaires, les clubs sportifs, les centres de vacances.

Certes, l'Ecole doit jouer tout son rôle dans cet effort de formation civique et le Ministre de l'Enseignement Scolaire a eu récemment l'occasion de le rappeler, mais son action sera d'autant mieux comprise si elle est poursuivie et concrétisée après l'école, dans la vie sociale.
Je ne voudrais pas saluer les militants de la Ligue de l'Enseignement sans évoquer l'action continue et résolue qu'ils mènent pour défendre la laïcité.
La France assure, en toutes circonstances, la liberté des consciences et des cultures. Cette tradition laïque constitue l'un des fondements de notre République auquel je vous sais, tout comme moi, très attachés.

Je voudrais conclure ce message en m'adressant à vous, Claude JULIEN, Président de la Ligue, qui avez décidé de ne pas solliciter le renouvellement de votre mandat.
Les ligueurs vous rendront l'hommage que vous méritez. Le Premier Ministre, comme eux, mesure à cet instant le travail discret mais déterminant de votre action.
Après avoir fondé les Cercles Condorcet, en 1986, vous présidez la Ligue depuis huit ans. Vous avez défendu sans relâche son projet humaniste, combattu quand il le fallait les projets néfastes pour l'Ecole laïque, innové en faisant de l'Université de la Communication le rendez-vous annuel de tous les médias, restauré le débat citoyen à travers les Cercles Condorcet, en mettant les idées en mouvement, pour ne citer que quelques-unes de vos actions.
Votre deuxième retraite, puisque celle acquise après votre carrière de journaliste a largement été consacrée à la Ligue, est donc bien méritée.
Soyez remercié très sincèrement et chaleureusement pour l'action déterminante que vous avez eue à la tête de la Ligue de l'Enseignement, prête à aborder le XXIème siècle avec autant d'ardeur qu'elle a traversé le XXème siècle.

Amicalement à vous.

Lionel JOSPIN.

Message de Madame la Ministre Ségolène ROYAL aux participants du Congrès de NANCY de la Ligue Française de l'Enseignement et de l'Education Permanente

vendredi 22 mai 1998

Mettre les citoyens en mouvement, faire vivre la démocratie, construire une société plus solidaire, tels sont les objectifs prioritaires de la Ligue de l'Enseignement et de l'Education Permanente. Ces objectifs sont également ceux que j'assigne à l'Ecole, dans la tradition de l'Ecole républicaine et complémentairement à la transmission des savoirs. Cette correspondance de vues n'a rien d'étonnant. Depuis plus d'un siècle, la Ligue est l'indispensable et le précieux complément associatif de l'Ecole publique, un de ses partenaires privilégiés. Sans le soutien actif de la Ligue, sans l'accompagnement constant qu'elle a offert, l'Ecole laïque aurait réussi beaucoup plus difficilement sa mission.

Aujourd'hui, nous sommes engagés ensemble dans un combat commun pour la dignité de l'être humain et la formation à la citoyenneté dans toutes ses composantes. A la semaine d'éducation contre le racisme, à la Quinzaine de l'Ecole publique s'ajoute un partenariat qui ne cesse de se développer, notamment dans le cadre des initiatives citoyennes à l'Ecole pour vivre ensemble. La formation des délégués élèves, les programmes « Eco-école » et « Planète passion », l'éducation au multimédia, l'accompagnement scolaire éducatif, la lutte pour la santé publique à l'Ecole, la pratique sportive de façon citoyenne et, si besoin, critique, l'action culturelle... Sur ces multiples terrains, la Ligue et ses composantes que sont dans les départements les Fédérations des oeuvres laïques, est présente dans le scolaire comme dans le péri-scolaire.

Je sais également que, cette année, la Ligue s'est mobilisée pour accompagner le dispositif des emplois-jeunes. J'ai également particulièrement apprécié l'actualisation réussie du centenaire de l'affaire Dreyfus avec les manifestations autour du « J'accuse... » d'Emile Zola. Quand j'examine tout ce que vous réalisez et la manière dont vous le réalisez, je trouve une connivence profonde entre nos manières de percevoir l'éducation à la citoyenneté.

L'éducation à la citoyenneté est, en effet, plus que jamais une des priorités du Ministère. Dans le dispositif mis actuellement en place, elle prend trois formes complémentaires :

- l'explicitation de la composante citoyenne des disciplines. Chacune, dans son rôle et selon ses objectifs spécifiques, contribue à former le citoyen, à lui donner les connaissances et la forme d'esprit indispensables pour exercer ses responsabilités, participer au débat démocratique et acquérir toujours plus, une véritable liberté de pensée face aux menaces que font peser tous les autoritarismes et les modes de pensée réducteurs,

- l'éducation civique, dont l'établissement de nouveaux programmes vient d'être achevé cette année et pour laquelle une épreuve obligatoire est prévue à partir de la session 1999 au brevet des collèges. Des orientations sont données, d'autre part, pour que dès la prochaine rentrée une éducation civique, juridique et à la vie politique soit

dispensée, à titre expérimental, en classe de première. Comme vous le savez, les nouveaux programmes privilégient les principes et les valeurs qui fondent notre démocratie républicaine, sans oublier pour autant l'étude des institutions où ces principes et ces valeurs s'incarnent socialement.

- les initiatives citoyennes, éducation civique en action, qui vont être généralisées à partir des expériences réussies cette année scolaire. Multiples dans leur forme comme dans leur contenu, ces initiatives permettent aux élèves de faire l'apprentissage concret de formes de démocratie adaptée à leur âges, d'actions de solidarité ou de défense de l'environnement. Elles relient souvent la citoyenneté et la fête comme le montrent des réalisations théâtrales qui mettent en scène des problèmes liés à la tolérance et à la lutte contre les discriminations. Elles donnent l'occasion de réfléchir concrètement à l'histoire et à l'actualité comme ces expositions sur les femmes ou les étrangers dans la Résistance ou cette autre sur « la morale dans la ville ».

Pour bien montrer cette importance donnée aux valeurs de la République, j'ai demandé aux collectivités locales d'inscrire désormais de nouveau à l'entrée des écoles la devise « Liberté, Egalité, Fraternité », qui peut constituer le fil conducteur de la formation à la citoyenneté. Je propose également que les différents partenaires présents à l'Ecole, personnel enseignant et non enseignant, élèves, parents s'engagent mutuellement autour d'une « Chartre de la vie scolaire » qui précise les droits et les devoirs de chacun et développe une culture du contrat et de la responsabilité.

Le Ministère manifeste donc une volonté politique d'être forte et précise. Mais il ne peut la mettre en oeuvre qu'avec le concours de tous. Je sais que le concours de la Ligue n'a jamais manqué à l'Ecole publique et qu'il continuera à donner son indispensable contribution. C'est pourquoi, au nom de Claude ALLEGRE et de moi-même, je vous remercie de tout ce que vous avez fait, de tout ce vous faites et de tout ce que vous ferez. Et je vous souhaite, de façon cordiale et chaleureuse, un beau Congrès.

Ségolène ROYAL.
Ministre déléguée à l'Enseignement scolaire

La Ligue
LES IDEES EN MOUVEMENT

90 ème CONGRES DE LA LIGUE - NANCY 1998

Rapport moral présenté par Jean-Marc ROIRANT - Secrétaire Général

samedi 23 mai 1998

L'an dernier, notre Assemblée générale au Mans, se déroulait entre les deux tours des élections législatives provoquées par une dissolution surprise.
Le 2 juin, une nouvelle majorité politique sortait des urnes.
Avant même d'être le rejet d'un programme de droite qui, prétendant réduire la fracture sociale, contribuait au contraire à l'aggraver, le résultat des élections a été la sanction d'un style de gouvernement et d'une dissolution relevant d'une basse manoeuvre politicienne.
En choisissant de brusquer les échéances, le Président de la République ignorait qu'il allait déclencher un véritable séisme politique qui ne cesse de s'amplifier.
Cette déroute, qui n'est pas seulement électorale, a provoqué de graves fissures dans les partis libéraux et conservateurs et une atomisation des courants de pensée de droite.
Ce chaos politique à droite engendre des attitudes irresponsables et des comportements indignes et dangereux parmi les responsables locaux de la droite traditionnelle mais aussi parmi de nombreux dirigeants nationaux.

A l'occasion des dernières élections régionales, une partie de la droite, reniant les valeurs républicaines, ou se révélant peut-être sous son vrai jour, a perdu la tête et a choisi la voie d'alliances honteuses, sans autre issue qu'un risque réel pour la démocratie. C'est l'expression aboutie d'un processus de banalisation des idées d'extrême droite qui a débuté dans les années 1980.
Le Front National n'a cessé de séduire, d'attirer, de convaincre de plus en plus de français, par ailleurs meurtris par le chômage et la précarité, choqués par les injustices et les inégalités sociales, indignés par les scandales politico-financiers qui fleurissent et qui atteignent même les plus hautes sommités de l'Etat.
Le Front National ainsi a progressé régulièrement à chaque élection mais, plus grave, il impose désormais ses idées et ses choix dans certains Conseils Généraux et Régionaux.
Le Front National n'est pas un parti comme les autres. Il est une vraie menace pour la France. La mobilisation de tous les démocrates attachés aux valeurs de la République est nécessaire mais la détermination et la volonté politique du gouvernement dans la lutte contre le chômage, les exclusions, la violence, les inégalités sociales, la promotion des services publics et le pluralisme, sont essentielles pour faire reculer les idées extrémistes.
Pour contrer l'influence du Front National et pour redonner confiance à nos concitoyens, il est non moins essentiel de moraliser la vie publique d'assainir les moeurs politiques, d'assurer une véritable indépendance de la justice.
Oui, il faut simultanément tout faire pour régler les problèmes économiques et sociaux, et trouver des solutions à la crise morale et civique que nous

traversons, afin d'éradiquer les idées, les thèses démagogiques, populistes du Front national et maintenant reprises officiellement dans certains programmes d'exécutifs régionaux.

La Ligue, mouvement d'éducation populaire et de formation des citoyens, ne peut accepter que près de la moitié de la population en âge de voter ne se déplace plus lors des rendez-vous électoraux, gagnée par l'écoeurement, le découragement, lassée par la langue de bois et les promesses jamais tenues, ou tout simplement et plus cruellement exclue, reclue, reléguée capitulant, abandonnant son expression civique à d'autres.
Bien évidemment, le gouvernement, même le plus déterminé, ne peut trouver de solutions franco-françaises magiques dans une économie ultralibérale mondialisée, ni avoir de solutions immédiates pour le plein emploi dans une société qui s'est acharnée à le détruire, mais il se doit de tout mettre en oeuvre pour redonner espoir et indiquer fermement les voies et les moyens pour mettre fin à cette inacceptable situation.
La « gauche plurielle » au gouvernement depuis un an bientôt, ouvre de nouveaux horizons politiques, de nouveaux espaces de dialogue. L'accord signé en Nouvelle-Calédonie en est un bon exemple. Mais la course contre la montre est engagée. Les divers mouvements sociaux qui éclatent çà et là expriment, avec force, une impatience légitime, à la hauteur de l'espoir suscité et du désarroi de ceux qui luttent pour leur survie ou, plus simplement, ont peur du lendemain et sont inquiets pour l'avenir de leurs enfants.
Une croissance qui donne des signes de redémarrage, une décrue du chômage qui semble se dessiner sont plutôt des éléments encourageants mais l'urgence sociale est toujours là comme nous l'a rappelé Claude Julien hier.

Même si sa cote de popularité est plutôt bonne dans l'opinion publique, même si la conjoncture économique est plutôt favorable, même si la droite, en pleine débâcle, rognée par l'extrême droite, déchirée par ses querelles de chefs n'est pas en état d'offrir actuellement la moindre alternative, le Premier Ministre ne peut, et il le sait bien, céder au triomphalisme.
Son gouvernement a engagé des mesures immédiates et des réformes structurelles. La réduction du temps de travail programmée, le plan emplois-jeunes lancé, la lutte contre l'exclusion clairement affichée dans le projet de loi en cours d'adoption au parlement sont, manifestement, des avancées significatives.
Mais des dispositifs importants sont à mettre en place rapidement, en direction des plus faibles, des plus fragiles de notre société, pour convaincre tous nos concitoyens de la volonté gouvernementale de changer radicalement les choses.
Le dossier des « sans-papiers » par exemple, dossier particulièrement difficile et délicat, c'est vrai, ne me semble pas avoir eu un traitement à la hauteur des ambitions annoncées durant la campagne électorale.
Il me semble aussi nécessaire que des signes forts soient donnés pour la reconnaissance de la fonction sociale et civique des associations et des fédérations d'éducation populaire. En effet, ces corps intermédiaires, dont l'indépendance doit être préservée, peuvent accompagner, soutenir, relayer, avec conviction et détermination, les initiatives sociales d'un gouvernement qui les aurait associés à des débats sur les questions de société, et les choix qu'elles appellent.

Par ailleurs, l'impatience gagne les responsables associatifs qui attendent des mesures concrètes sur le bénévolat, le volontariat, la fiscalité.
Pour sa part, la Ligue, souhaitant accompagner le passage de la parole politique aux actes, sur les terrains qui la concernent, assumera plus particulièrement ses responsabilités d'éducation à la citoyenneté. La Ligue n'a pas à choisir entre une gauche dite

« responsable », et une gauche qui se veut « protestataire » car elle est toujours responsable et doit être contestataire si nécessaire. Trente ans après Mai 68, nous voulons être réalistes en réclamant l'impossible.
Pour nous, Ligueurs, au delà du traitement prioritaire par l'Etat des inégalités sociales et culturelles, et des conditions de vie de nos concitoyens, qui sont le terreau fertile des idées d'extrême droite, notre mission est essentiellement d'informer et de mobiliser nos concitoyens.
Donner à comprendre le pluralisme démocratique, faire connaître la diversité culturelle, enseigner l'esprit critique, ouvrir à la vision universaliste du genre humain, proposer une éthique de la responsabilité, voilà ce que nos fondateurs entendaient par « former l'homme et le citoyen » voilà ce qui nous anime aujourd'hui quand nous parlons d'Education à la citoyenneté.

Bien sûr toutes nos activités culturelles sociales, sportives, éducatives sont guidées du local au national par cette préoccupation mais nous avons, en 1997/98, au travers de trois opérations singulières, marqué plus particulièrement notre volonté de contribuer à la formation du citoyen.
Ce ne sont pas des événements ni des activités ordinaires, mais des initiatives qui synthétisent de façon emblématique nos objectifs, nos conceptions, nos pratiques d'éducation à la citoyenneté :

- La campagne d'Education contre le racisme,
- La recherche action sur l'intégration dans la République,
- La Quinzaine de l'Ecole publique, liée cette année à la dignité et aux droits de l'homme.

L'Education contre le racisme

Le pays des Droits de l'homme bat des records de xénophobie. Ce mois de mai, avec le jugement des assassins de ce jeune d'origine marocaine jeté dans la Seine, en marge d'une manifestation du Front National, illustre cette situation dramatique.
Selon le baromètre annuel de la commission consultative des droits de l'Homme, la France vient au deuxième rang des pays de l'ouest européen pour la part de population considérant qu'il y aurait « trop d'étrangers », au troisième rang pour juger qu'il y aurait « trop d'ethnies différentes », et au quatrième rang pour estimer que le bilan de la présence des immigrés serait négatif pour le pays.
La plupart des études d'opinions montrent aussi que les motifs de la montée de la xénophobie sont essentiellement d'origine sociale. Le racisme se nourrit en France de l'élargissement de la fracture sociale, qui exacerbe les peurs, les incertitudes.
« Un raciste est quelqu'un qui se trompe de colère », comme l'indiquait le texte d'une affiche du MRAP il y a quelques années.
Combattre le racisme, c'est donc améliorer les conditions de vie de nos concitoyens et, simultanément, s'attaquer au coeur même de cette pensée discriminatoire qui ignore, refuse la diversité des êtres humains, leur individualité singulière, leur égale dignité.
Dénoncer le racisme ne suffit pas. Les discours moralisateurs et conjuratoires renforcent souvent ce contre quoi leurs auteurs veulent lutter.
Combattre le racisme requiert donc, fondamentalement, une éducation qui démonte les mécanismes pervers de la discrimination, qui rappelle les horreurs commises contre l'humanité, et qui restaure le citoyen dans son identité personnelle et dans son dialogue avec 'autre.

Sur ces bases, la Ligue anime chaque année, pour un travail à moyen et long terme, le collectif d'associations impliqué dans la semaine nationale d'Education contre le racisme, dont la dernière s'est tenue du 21 au 28 mars 1998.
Des dossiers, des pièces de théâtre, des films, des expositions circulent dans

les établissements scolaires et les associations. Des conférences, des débats, des séminaires de formation sont proposés, mais encore insuffisamment en regard de l'ampleur des enjeux.
Certaines de nos fédérations ont fait de la lutte contre le racisme un axe fort, tout au long de l'année, au travers de leurs activités, et notamment la diffusion culturelle, par le choix d'oeuvres et d'artistes qui sont autant d'occasions, par leurs rencontres, de découverte ou d'approfondissement de la connaissance de l'autre, condition essentielle pour le respect et la tolérance.
Malheureusement, un gros tiers encore de nos fédérations ne se sont pas mobilisées sur ce terrain.

L'intégration dans la République

La Ligue a toujours eu pour ambition de contribuer à l'intégration dans la République et dans ses lois, sans discrimination, de tous les citoyens. Elle a toujours souhaité accompagner la construction de l'unité politique de la nation française qui se réalise, tout en rappelant l'impérieuse nécessité du respect de leur dignité et de leurs droits des individus, tous différents, constitutifs du pluralisme culturel et philosophique d'une même nation.
Or, aujourd'hui, une partie de notre jeunesse, issue en particulier de notre ancien empire colonial, subit, plus que toute autre, le chômage, l'exclusion sociale, les actes racistes.
Enfermés dans la difficulté de vivre leur culture d'origine, la difficulté de se considérer comme français à part entière, ils rejettent la société.
De plus en plus, pour une large partie d'entre eux, l'Islam les aide à sortir de ce dilemme, leur permettant de retrouver en quelque sorte une identité.
Dans l'écrasante majorité des cas, leur adhésion sincère ou conjoncturelle à l'Islam ne présente pas de danger pour l'espace public, mais la peur que nourrit la société à l'égard de cette religion, dont on sait qu'elle légitime par ailleurs des formes radicales, voire terroristes, de conduite dans certaines sociétés, engendre une attitude de méfiance que les jeunes interprètent à leur tour comme un signe supplémentaire de mépris à leur égard.
Avant, on les méprisait parce qu'ils étaient arabes ou africains. A présent, on les méprise aussi car ils sont musulmans. Au nom de leur statut de rejeté, d'exclu, et d'infériorisé, ils peuvent être amenés aux pires excès.

Nos institutions laïques sont mises à l'épreuve dans leur capacité à situer l'Islam à égalité de droit avec les autres religions dans le respect d'un culte pratiqué librement, sans entrave, mais aussi, et surtout, dans leurs capacités à se faire reconnaître et accepter par les musulmans concernés.
Sans vouloir réduire la question de l'intégration au seul dialogue avec l'Islam, il nous a semblé opportun d'entamer un débat avec des personnes représentatives des différentes sensibilités de l'Islam en France, et des associations affirmant leur culture musulmane.

Quinzaine de l'Ecole Publique

Cette année encore, du 4 au 17 mai, les enfants des écoles publiques ont présenté à leurs familles, et sur la voie publique, les vignettes de la Quinzaine. La vignette a été réalisée par l'école des Beaux-Arts de la Réunion, pour commémorer l'abolition de l'esclavage. Permettez moi, ici, de saluer ces citoyens libres que sont les représentants de nos fédérations d'Outre-Mer.

Si le volume des fonds recueillis, grâce aux dons faits par des centaines de milliers de personnes, stagne, la mobilisation des enseignants, des élèves, des parents d'élèves, des amis de l'école publique, des responsables associatifs proches de l'école, quant à elle, progresse.
Cette campagne nous donne une formidable occasion, chaque année, de

valoriser le rôle majeur et les missions du service public d'éducation, et de ses partenaires.

Nous avons placé l'année 1998 sous le signe de la Citoyenneté et de la Dignité, pour mettre en lumière la fonction civique du système éducatif et des associations partenaires.
L'éducation à la citoyenneté, de tous les jours et pour tous, quelles que soient leurs origines culturelles et socioprofessionnelles, quel que soit leur lieu d'habitation, quelle que soit la place qu'ils occupent dans la société, est un enjeu fondamental pour notre démocratie.

A l'heure où Claude Allègre et Ségolène Royal font de la citoyenneté une dimension forte et renouvelée de leur projet pour l'école, la Ligue entend être plus partenaire que « mouvement complémentaire ».
En effet, nous sommes là dans une mission à la fois historique et très contemporaine. La citoyenneté doit être vécue. Elle peut l'être, mieux et plus encore, à tous les niveaux de la cité scolaire.
Depuis les associations scolaires dans le premier degré, jusqu'aux projets « actions jeunes citoyens » conduits en autonomie par des lycéens en grande partie majeurs, en passant par l'exercice même de la fonction de délégué-élève, l'école publique, avec la Ligue et les autres associations qui partagent nos préoccupations, permet l'accès à la culture dans ses diverses formes, enseigne la vigilance, la curiosité, le respect des autres, la capacité d'agir pour défendre et exercer les droits de l'homme et du citoyen, et en conquérir de nouveaux pour mieux vivre ensemble.

L'histoire des droits de l'homme, avec les commémorations que nous célébrons en 1998, nous a donné de formidables matériaux pour rappeler que le combat pour la citoyenneté et la dignité humaine est permanent et difficile, et que les avancées constatées depuis des décennies ne sont définitivement acquises.
Nous le savons bien, dans trop de pays encore, y compris en Europe, le travail forcé demeure, particulièrement celui des enfants. La marche mondiale des enfants, à laquelle nous sommes associés, a d'ailleurs permis de sensibiliser l'opinion publique à cette question douloureuse.
En 1998, sur trop de continents encore, la guerre civile fait rage, les arrestations arbitraires sont légions, les élections ont lieu sous la contrainte, le racisme s'affiche, la raison d'état sert de prétexte aux injustices et les principes de la déclaration universelle des droits de l'homme ne sont pas appliqués.

De tout cela, les enseignants, les enfants et les parents ont parlé, débattu, échangé à partir de travaux spécifiques, d'expositions, de spectacles, au cours de temps formels ou non, à partir aussi du numéro spécial des «*Clés de l'actualité junior*» que nous avons co-produit avec les Editions Milan, et qui a connu un grand succès.
Il est trop tôt pour établir un bilan précis de cette dernière Quinzaine de l'Ecole Publique, mais nous pouvons d'ores et déjà constater que le thème de cette année a suscité énormément d'enthousiasme de toutes parts, et une dynamique portée par tous les co-éducateurs, rappelant la fonction civique de l'école, au-delà de sa mission fondamentale d'accès à la culture et aux savoirs.

Peut-être pourrions nous reprendre chaque année ce thème de la citoyenneté, en l'articulant encore plus étroitement avec les « semaines d'initiatives citoyennes » mises en place par le Ministère de l'Education Nationale, comme nous l'avons suggéré à Madame Ségolène Royal pour cette année ?

Peut-être même pourrions nous proposer que la Quinzaine de l'Ecole publique devienne la Quinzaine de la Citoyenneté à l'Ecole, avec une

mobilisation réelle des associations scolaires pour collecter les sommes nécessaires au financement des projets des élèves. Le dynamisme de la Quinzaine serait renouvelé, et le montant de la collecte reprendrait une courbe ascendante.

L'Europe

Les trois campagnes, les trois initiatives que je viens d'évoquer, seraient vaines si elles n'étaient conçues que dans le cadre franco-français, si elles ne s'inscrivaient pas dans une réflexion internationale, et dans un premier temps dans une dimension européenne.

La Ligue de l'enseignement est consciente que les enjeux de culture, de solidarité, et de citoyenneté ne s'arrêtent pas aux frontières du pays.
Ce nouveau territoire qui se dessine, l'Europe, peut être un espace civique et démocratique exemplaire, et le meilleur rempart contre les dangers d'une mondialisation libérale.
Nous devons pour cela engager la même énergie à construire l'Europe politique et sociale qu'il a été consacré d'efforts à mettre en place l'Union monétaire.
La construction européenne est en marche, d'abord trop exclusivement autour d'un grand marché et de dispositions réglementaires, et maintenant autour d'une monnaie unique.
Elle doit développer simultanément des complémentarités et des solidarités entre Etats membres pour réussir complètement. Le sommet de Luxembourg en décembre dernier, la mise en place des plans nationaux d'action pour l'emploi constituent une première étape.

La coordination des politiques économiques et sociales, avec une harmonisation par le haut des réformes structurelles sur la fiscalité, et l'aide aux plus défavorisés, permettrait sans doute d'entraîner une adhésion plus forte des citoyens à ce qui peut être un nouveau projet de société.

La Ligue, pour ce qui la concerne, est décidée à prendre toute sa place dans la construction d'une Europe laïque, démocratique et sociale.

A l'origine, depuis 1963, de nombreux échanges franco-allemands, organisatrice reconnue de séjours linguistiques et culturels en Europe, initiatrice de projets et programmes européens à caractère sportif, social, éducatif ou liés à l'insertion, la formation professionnelle ou les loisirs, la Ligue, ses fédérations départementales et de nombreuses associations locales, se sont fortement investies ces dernières années sur le chantier européen.
Nous avons conforté notre engagement au travers de quelques initiatives et projets particuliers:

- avec le CAEDEL (Centre d'action européenne démocratique et laïque), le Grand Orient de France, et notre Cercle Parisien, nous avons organisé une journée d'étude sur les conditions d'émergence de la laïcité en Europe.

- nous avons rejoint « Solidar », le réseau européen constitué de 23 organisations internationales intervenant sur le terrain social. Comme vous l'avez constaté, nous accueillons à Nancy une délégation de ce réseau, conduite par son Président, le Docteur Manfred Ragati.

- avec « Solidar », et la plate-forme européenne des ONG du secteur social, la Ligue est présente dans la préparation du Forum Social Européen. Ce forum aura lieu le mois prochain à Bruxelles, à l'initiative de la Commission européenne, afin de lancer une concertation autour d'une nouvelle orientation politique.

- les Cercles Condorcet ont choisi de travailler en commun, pendant deux ans, de 1998 à l'an 2000, sur la manière dont s'opère la construction européenne. Pour que les citoyens puissent réellement peser sur des choix

qui engagent leur avenir, les Cercles, en étroite collaboration avec la Confédération, ont l'intention de formuler quelques propositions au cours d'une convention nationale qui se tiendrait au début de l'an 2000.

J'invite les responsables des fédérations départementales à s'associer à ces réflexions, et à créer les conditions locales de la réussite de ces travaux. C'est sur la base de ces mises en commun que l'ensemble des Cercles Condorcet existants pourront se développer, et l'importance de ces travaux constituera une bonne raison de créer des Cercles là où il n'en existe pas encore.
Sur ce point, mais nous aurons l'occasion d'en reparler, nous devons faire des efforts pour assurer le développement des Cercles Condorcet, et leur meilleur rayonnement sur le territoire national.

- La prochaine Université de la Communication d'Hourtin aura pour thème « Un nouveau monde : l'Europe ».
Travail, commerce, éducation, médias évoluent déjà au rythme de la perception de plus en plus claire de notre nouveau territoire.
Fin août, en Gironde, nous nous interrogerons sur ce que sont les projets, les atouts, les défauts de cette société européenne de la communication.
Hourtin 1998 sera aussi le lieu de la réflexion sur les possibilités d'une appropriation civique des technologies de communication pour construire une Europe plus juste et plus solidaire.
La question sera bien celle du « comment mettre la société mondialisée de l'information au service de constructions politiques, sociales et culturelles de l'Europe ? ».

Toutes nos activités sont désormais teintées de la dimension européenne.
- Notre réseau cinéma, par exemple, a fait un effort en proposant un voyage à travers les cinémas européens dans les salles et circuits Cinéligue.

- Notre travail d'accompagnement culturel, social, civique de l'Europe est apprécié. Il vient d'être reconnu très officiellement au travers d'une convention particulière signée avec le Ministre délégué chargé des affaires européennes.

- Sur le dossier européen, je voudrais conclure en vous disant que l'encart des Idées en Mouvement, réalisé avec les Cercles Condorcet, paraissant en septembre 1998, sera également un bon outil pour participer au débat qui va s'ouvrir à l'occasion des prochaines élections européennes.

Le rapport d'activité de la Confédération

Mes chers camarades, au-delà des événements nationaux, des campagnes annuelles, des opérations ponctuelles, des grandes manifestations spécifiques, des grands rendez-vous communs programmés par notre organisation, la Confédération Générale des Oeuvres Laïques, c'est surtout cette formidable somme d'initiatives locales, de démarches anonymes, de mobilisations discrètes, de rassemblements informels.

C'est aussi cette extraordinaire panoplie d'activités et de projets culturels, éducatifs, sportifs et sociaux, traduisant localement et quotidiennement les ambitions politiques et sociales de la Ligue, mise en oeuvre par des salariés impliqués et des bénévoles militants.
Nous tentons chaque année de restituer dans le rapport d'activité de la Confédération cette réalité. Nous tentons chaque année de donner l'image la plus fidèle de notre réseau.
Cette image ne peut être exhaustive, soit en raison d'un choix nécessaire entre plusieurs activités de même nature, ou se déroulant dans plusieurs lieux, ou tout simplement par un manque d'information, en dépit de nos

efforts croissants pour acquérir une bonne vision de notre vaste réseau.
Ce rapport d'activité fait donc un bilan des actions locales, départementales et nationales pour l'année 1997/98.

Vous avez certainement constaté combien des efforts ont été faits pour mettre en adéquation discours et pratiques, pensées et actions, pour décliner localement et concrètement le projet politique de la Ligue, et enfin pour donner une dimension sociale plus forte à nos activités.
Je souhaite insister avec vous sur quelques éléments de notre programme qui nécessitent quelques commentaires supplémentaires.

UFOLEP-USEP

Notre secteur sportif - l'UFOLEP-USEP - poursuit avec succès ses réflexions au travers des Universités Sportives, chaque été à Carcans-Maubuisson.
Ces manifestations visent à l'amélioration des pratiques sportives et contribuent à la formation des enseignants et des éducateurs, avec une cible forte : le citoyen sportif, le sportif citoyen.
La 6° université, qui aura lieu du 1° au 4 juillet prochains, se penchera plus précisément sur les problèmes et les aspirations des jeunes dans leur approche du sport.

L'année 1998 est marquée par la Coupe du Monde de Football en France (vous vous en êtes rendus compte). L'USEP a souhaité accompagner à sa manière cet événement. Elle est la seule fédération sportive scolaire à être présente.
1 300 associations USEP d'école (près de 40.000 écoliers) ont participé à cette opération singulière, reposant sur l'osmose des domaines sportifs et culturels. La qualité remarquable, et remarquée, des productions est évidente, notamment lorsque l'on consulte le site internet spécial.

Scolafoot 1998, en associant l'USEP en tant que maître d'oeuvre, le Ministère de l'Education Nationale (présent sur la Coupe du Monde uniquement dans ce cadre), le Ministère de la Jeunesse et des Sports, le Secrétariat d'Etat à l'Outremer, la Délégation Interministérielle à la Coupe du Monde, le Comité Français d'Organisation, les collectivités territoriales, la Fédération Française de Football et France Telecom est une réelle réussite partenariale.

L'aboutissement national, après le déroulement des phases départementales et régionales, se traduira par un échange culturel inter-associatif durant une semaine, séjour durant lequel les 2.000 lauréats de Scolafoot 98 assisteront à un match de huitième de finale de la Coupe du Monde.
Nous pouvons dès maintenant dire que Scolafoot 98 constitue une initiative marquante pour notre mouvement.

Un seul regret cependant, nous n'avons pas pu, ou pas su, coupler l'opération « Libère tes fringues / De l'éthique sur l'étiquette » avec ce grand événement médiatique et sportif qu'est la Coupe du Monde de Football.
Le collectif « Libère tes fringues / De l'éthique sur l'étiquette » regroupe 44 associations de solidarité internationale, dont la Ligue, et mobilise depuis deux ans les consommateurs pour que la grande distribution adopte un « code de conduite » en refusant de vendre des produits fabriqués dans le non-respect des droits de l'homme au travail.
La campagne 1998 portait justement sur les conditions de fabrication des articles de sport. Nous avions là une occasion intéressante de décliner notre conception d'une « autre idée du sport ».

Culture

Sur le terrain de la culture, nos salariés et nos bénévoles ont, une nouvelle fois cette année, prouvé que l'action culturelle et la production artistique étaient constitutives du perpétuel combat démocratique.

Tel était notamment l'objet de la manifestation de la Ligue à Toulon, ville symbole, au mois de décembre 1997.
Acteurs culturels de la Ligue et d'ailleurs, diversité des publics, ou plutôt des habitants, artistes disponibles, choix des oeuvres et des lieux, c'est cette alchimie, cette rencontre, qui font que culture et démocratie se renforcent mutuellement.

Nous le montrerons à nouveau au mois de novembre 1998, à Valence, autour des pratiques de lecture et d'écriture, terrain originel de notre Ligue, qui retrouve aujourd'hui une vive actualité.

Le nécessaire aménagement culturel du territoire reste un objectif prioritaire de notre action, tant les inégalités d'accès à la culture demeurent criantes.
Notre stratégie, aux côtés et avec les institutions culturelles, s'appuie sur une triple dimension:

- des projets culturels territoriaux qui ont l'ambition de concerner tous les habitants, en particulier les plus démunis et les moins reconnus;
- un appui fort sur la vie associative et les établissements scolaires;
- des réseaux appréciés pour la qualité de leurs propositions artistiques. A cet égard, Spectacles en Recommandé, restructuré, doit maintenant jouer pleinement son rôle de centre de ressources pour les fédérations.

C'est une illustration de notre volonté de placer la culture au coeur du combat pour la justice, et au coeur d'une démocratie vivante, pour sortir du public et se rapprocher des habitants.
C'est cette volonté qui nous fait engager de vastes réflexions sur culture et exclusion, l'éducation artistique, les pratiques d'amateurs, et la culture scientifique et technique.

Vacances, loisirs, séjours éducatifs

Sur le terrain des loisirs, des vacances, et des séjours éducatifs, notre combat prioritaire reste bien de favoriser le départ en vacances du plus grand nombre.

La situation économique et sociale ne s'y prête guère. L'urgence sociale a remplacé les politiques sociales de tourisme, et les vacances apparaissent pour beaucoup comme des dépenses de luxe auxquelles ils n'ont pas accès.
Nous ne pouvons pas nous satisfaire de cette situation et nous avons, seul ou au sein de l'UNAT, multiplié les rencontres avec le Ministère du Tourisme pour que les pouvoirs publics reprennent des initiatives favorisant le départ de tous.
Naturellement, fidèles à notre histoire, nous avons mis un accent particulier sur le sort de tous ces enfants qui ne partent jamais en vacances. Et cela, en plus, au moment où quelques affaires, fortement médiatisées (pédophilie, accidents graves), conduisent des familles à hésiter à nous confier leurs enfants en vacances collectives.

Nous avons pris une part essentielle dans la mise en place de la campagne revendicative de la JPA, et nous n'avons ménagé aucun effort pour être réellement le lieu fédérateur de toutes les énergies laïques, à la fois pour l'organisation de centres de vacances adaptés, et leur réelle accessibilité à tous.
Les propos tenus par la Ministre de la Jeunesse et des Sports, lors des deuxièmes rencontres de la JPA, montrent qu'elle comprend mieux notre démarche que certains comités départementaux de la JPA, si j'en juge par le nombre de voix obtenues par Pierre Tournemire lors de la dernière élection au Conseil d'Administration de la JPA.

Dans cet esprit, le partenariat avec les collectivités locales, mais aussi avec nos amis du Secours Populaire, doit être intensifié.
Lors de nos prochaines rencontres nationales « vacances » du mois d'octobre, des propositions précises vous seront soumises.

Autre point sur lequel je souhaitais insister : celui d'un nouveau label de qualité pour nos séjours linguistiques. Après la labellisation de ses villages de vacances « Loisirs de France » au sein du collectif de l'UNAT, la Ligue a apposé le label « Qualité Plus » sur l'ensemble de la production linguistique. Cette appellation est contrôlée par la Direction Générale de la Concurrence et de la Répression des Fraudes. Cette démarche dynamique d'amélioration de la qualité des séjours est un gage apporté, à l'ensemble des participants, de sérieux et d'efficacité de nos services, de respect de nos engagements éducatifs, et de notre conception des vacances.

Un mot sur la réglementation des sorties scolaires qui préoccupe très légitimement nos fédérations départementales.

La réécriture des nombreux textes qui réglementaient les classes de découverte et les séjours éducatifs, devait aboutir à une simplification des règlements et procédures. La publication de la circulaire du 18 septembre 1997, et de celles la complétant, ont montré que les ambitions de départ n'avaient pas abouti.
Ce serait même le contraire que nous constatons. Les interprétations les plus diverses ont des répercussions particulièrement néfastes. Dans la mesure où les enfants ne peuvent plus sortir de l'école, les activités sont suspendues, avec toutes les conséquences que l'on peut supposer (économiques, sociales, pédagogiques...).

L'ensemble du mouvement a travaillé sur une proposition d'amélioration des textes que nous avons soumis au ministère de l'Education Nationale.
La concertation avec les associations amies, les syndicats, les parents d'élèves existe. Mais une certaine léthargie entoure ce dossier. Nous avons donc décidé de réagir vigoureusement, surtout face à des propos officieux visant à remettre en question l'intérêt pédagogique même des sorties scolaires et des classes de découverte.

Nous devrions avoir du nouveau très prochainement, je l'espère.

L'école, l'éducation

A propos de nos relations avec le Ministère de l'Education Nationale, je voudrais dire que, si nous pouvons globalement approuver, voire soutenir, la plupart des propositions du Ministère pour faire évoluer le système éducatif, la difficulté qui est la nôtre de trouver des interlocuteurs sur quelques sujets de préoccupations fortes, nous gêne terriblement.

Par ailleurs, au moment où je m'adresse à vous, malgré les promesses, le CNAECEP n'a toujours pas été réuni, et nous n'avons pas reçu le moindre centime concernant la subvention « Education Nationale », contrairement aux situations que nous avions connues avec les différents prédécesseurs de Claude Allègre.

Nous avons pour le moment signé une convention indiquant une reconduction de 95% du montant de la subvention 1997. Nous devons renégocier, au cours de l'été, le différentiel manquant, ce qui représente tout de même 4.925.000 F ! Sans compter une revendication jamais prise en compte par le ministère, celle de la compensation des augmentations que l'Etat employeur accorde aux fonctionnaires afin de maintenir leur niveau de vie.

Claude Allègre, en participant à la Ligue, rue Récamier, le 4 mai dernier au lancement de la Quinzaine de l'Ecole Publique, et en nous adressant un message de sympathie hier matin, a bien tenté de nous rassurer. Il nous a promis de nous associer plus étroitement à certains projets et réflexions. La nomination en Conseil des Ministres de ce mercredi de notre

ami Bernard Toulemonde, administrateur associé de la Ligue, comme Directeur de l'enseignement scolaire, est de nature à aller concrètement en ce sens.

Quoi qu'il en soit, nous poursuivons les efforts faits ces dernières années pour ne pas apparaître comme de simples prestataires de services, à la périphérie de l'école, mais pour être considérés comme de véritables partenaires, en capacité à produire des réflexions et propositions sur l'évolution même du système éducatif.

Notre investissement dans le large débat démocratique sur les lycées en est un exemple parmi les plus concrets.
Nous sommes intervenus au nom d'une dizaine de mouvements lors du colloque final de Lyon.
La question des lycées est un enjeu majeur. Parce que l'avenir de millions de jeunes est en cause. Parce que nous devons faire de notre présence au lycée, tout comme au collège, notre priorité pour les années à venir quant à notre intervention comme partenaire de l'école. Avec les enseignants et les équipes éducatives, mais aussi et surtout avec les jeunes, car la citoyenneté en actes pour laquelle nous militons se construira avec eux !

Le travail que nous réalisons sur l'accompagnement scolaire et éducatif est lui aussi tout à fait symbolique. Mais nous aurons l'occasion de revenir sur ces questions, notamment lors des « Rencontres Nationales de l'Education » que nous organisons à Rennes les 21, 22 et 23 octobre prochains, en collaboration avec la ville.

La jeunesse à la Ligue

Un groupe de jeunes issus des fédérations s'est réuni à la fin du mois d'août 1997 à Bombannes.
Refusant une sorte de « ghetto-jeunes » dans la Ligue, ils sont revenus dans leurs départements avec des projets et une volonté qui a amené certains d'entre eux à faire des propositions concrètes à leurs responsables fédéraux, à constituer des groupes-jeunes, ou encore à représenter la Fédération départementale au Comité Départemental de la Jeunesse.

L'encart « jeunes » dans les Idées en Mouvement que nous avions annoncé, n'a pas été réalisé. Une dimension « jeunesse » dans plusieurs opérations comme « J'accuse », ou des articles sur les formes d'engagement étudiant a été jugée, dans l'immédiat, plus adéquate.

Anima'Fac, comme espace de citoyenneté étudiante, a multiplié les initiatives : troisième édition de Campus en Eté avec 500 jeunes, contributions sur la vie associative étudiante, prix étudiant du livre politique, prix de l'initiative étudiante, ouverture d'un site Internet hébergeant 5000 adresses électroniques d'associations étudiantes, préparation de l'émission de télévision 2000/20, création de la PEPSI « plate forme étudiante pour la solidarité internationale »... Bref, trois ans après le lancement du « pari Anima'Fac », des associations étudiantes se sont rapprochées des FOL dans certains départements, et la Ligue de l'enseignement n'est plus inexistante dans l'enseignement supérieur.

Dernière idée en date, « Junior Association » - un dispositif particulier avec le GIP Défi Jeunes, l'association J. Presse, et en partenariat avec la Poste - vient de naître. Ce projet vise à reconnaître aux jeunes de 13 à 18 ans le droit d'agir et de s'associer. Nous aurons le temps de vous le présenter en détail, et de vous écouter avant que cela se concrétise.

L'éducation à l'environnement

Sur les questions liées à l'éducation à l'environnement, nous devons donner une nouvelle dynamique aux programmes que nous avions, en précurseurs, mis en place.

Au moment où, pour des raisons internes, nous subissons un léger fléchissement de nos activités environnementales, nous pouvons constater que la prise de conscience s'accélère sur les enjeux du développement durable, une forme de développement soucieuse de préserver une planète vivante à nos enfants, dans un cadre solidaire.
Nous allons donc corriger cette situation paradoxale, en nous donnant les moyens de relancer notamment le programme CED, qui doit devenir le label générique de l'ensemble de nos actions d'éducation à l'environnement et au développement durable.

Les emplois-jeunes

Je voudrais terminer ce petit tour d'horizon sélectif par le dossier « nouveaux emplois - nouveaux services ».

Dès l'annonce du plan « emplois-jeunes », la Ligue et son réseau se sont mobilisés pour accompagner ce dispositif.
Une véritable dynamique, concrétisation de notre engagement sur le terrain de la solidarité, a été mise en place.
Beaucoup plus que de nouvelles mesures d'aides publiques à l'emploi, il s'agit bien d'un véritable investissement de l'Etat pour la transformation des initiatives publiques et associatives avec les jeunes concernés par cette politique.
Nous l'avons dit, ce dispositif permet aussi d'aider, de développer, voire de renouveler nos forces militantes et bénévoles. C'est un levier de l'innovation associative.
Plusieurs accords-cadres ont été signés avec un certain nombre de ministères.
Les tracasseries administratives rencontrées dans les premiers mois semblent maintenant s'estomper. Mais la prudence est de notre côté toujours de mise.

Nous avons mis en place, au niveau national, une cellule d'appui et de conseil pour aider les fédérations départementales dans leur mise en oeuvre locale. Cette cellule animée par l'INFREP, en articulation étroite avec l'UNODESC, nous permet d'informer régulièrement notre réseau, et de suivre précisément l'avancée de ce dispositif.
Le premier bilan est plutôt positif. Mais des efforts sont à faire pour que cette loi ne concerne pas seulement les jeunes les plus qualifiés.

J'aurai l'occasion, prochainement, lors des rencontres des acteurs Ligue de la formation professionnelle à la mi-juin, d'insister sur la nécessité d'articuler encore plus étroitement gestion à long terme des ressources humaines de la Ligue, formation professionnelle, et dispositif emplois-jeunes.
Les équipes salariées de nos centres de formation départementaux, régionaux, et de l'INFREP, doivent se sentir complètement intégrés dans la mise en oeuvre du projet Ligue, et dans ses nécessaires déclinaisons, au quotidien, dans les processus d'insertion professionnelle, de qualification, et de formation continue.

Par ailleurs, j'ai évoqué l'UNODESC. Je me permets de rappeler, au passage, l'utilisation insuffisante de notre syndicat employeur qui assume une fonction de centre-ressource très importante sur les questions de l'emploi dans nos associations.
N'oublions pas non plus combien l'UNODESC peut être un outil intéressant dans notre arsenal fédératif.

L'institution Ligue

Venons en maintenant au fonctionnement de l'institution Ligue.

La gestion confédérale est maîtrisée. Tout à l'heure, Roger Evrard, notre trésorier général, détaillera les résultats de l'exercice 1997, conformes à nos prévisions. Mais il rappellera aussi la fragilité de cette gestion. Une proposition vous sera faîte, qui devrait singulièrement améliorer notre bilan, et

desserrer le carcan dans lequel nous sommes.
L'inquiétude est toujours là, due à la diminution du résultat d'exploitation dans les vacances notamment, à la réduction générale des aides publiques, et surtout aux défaillances de quelques Fédérations.
Malgré toute la rigueur mise dans la gestion des flux financiers depuis 1993, certaines dettes de fédérations, envers le centre confédéral, si elles s'avéraient irrécouvrables, compromettraient fortement tous les efforts accomplis.
Or, une quinzaine de fédérations sont aujourd'hui en proie à de sérieuses difficultés, certaines mêmes sont en situation de redressement judiciaire.
Notre service « Organisation du réseau », multiplie les conseils pour aider les fédérations à éviter les situations difficiles, ou à en sortir. Ce travail est parfois couronné de succès, puisque je suis heureux de vous annoncer la naissance, dans le département des Hautes-Alpes, d'une nouvelle fédération d'associations. Nos instances statutaires seront prochainement saisies de ce dossier et auront à juger des conditions dans lesquelles nous serons amenés à la reconnaître pleinement comme une fédération départementale de la Ligue.
Cette fédération s'appelle ADELHA (Action, Développement, Education, Laïcité dans les Hautes-Alpes). Si je me réjouis de cette naissance, je ne crois pas que le nom adopté aille dans le sens d'une clarification de nos sigles, mais ce débat demeure entier...
De toute façon, je tiens à rendre hommage à tous ces responsables bénévoles d'associations locales qui se sont mobilisés pour qu'une fédération d'associations laïques ne soit pas longtemps absente de ce département. N'oublions jamais que c'est là notre première raison d'être et qu'il nous faut être à l'écoute de ces militants qui, dans les Hautes-Alpes comme ailleurs, sont toujours capables de mettre leur coeur et leur intelligence au service de nos valeurs.

Il ne faudrait pas que ces élans d'enthousiasme soient contrecarrés par des dispositions administratives. Nous sommes dans l'attente de cette fameuse instruction fiscale concernant les associations. Les services du Premier Ministre nous l'annoncent pour le début du mois de juin.
Il nous est impossible aujourd'hui de dire si nous avons été entendus, et bien compris par le Gouvernement qui, à priori, souhaite préserver l'originalité et la nécessaire pérennité de nos entreprises associatives, éducatives et sociales.
Il semble que le Ministère des Finances ait des difficultés à bien comprendre la déclaration du Premier Ministre faite au CNVA.
Si nos craintes se confirmaient dans les prochains jours, nous ne manquerions pas de vous solliciter pour reprendre les démarches auprès des parlementaires.

La Charte

Lors de notre Congrès de Clermont-Ferrand, nous avons adopté le principe novateur de l'élaboration d'une charte fédérale ayant pour objet de mieux cerner les relations entre les différents échelons de notre mouvement, et de donner une plus forte cohérence à nos actions sur l'ensemble du territoire.
Trois ans après, nous pouvons dire que le pari est gagné.
Les textes généraux de cette charte ont été très majoritairement adoptés par l'Assemblée Générale de la Rochelle, et les dispositifs spécifiques à quelques secteurs d'activités par celle du Mans.

La signature des chartes par chaque Fédération départementale est progressivement devenue une réalité.
A ce jour, plus des deux tiers de nos Fédérations ont concrétisé cet engagement, et l'ont accompagné d'un projet fédéral ou de son ébauche.
Par delà les chiffres, notre satisfaction va au réel travail en profondeur que cette initiative a su provoquer dans l'ensemble du mouvement.

En effet, dans la majorité des Fédérations des débats approfondis ont eu lieu, aussi bien sur la charte proprement dite, que sur ces indispensables traductions locales et concrètes que constituent les projets fédéraux.
Opérationnelles dans la majorité des départements, ces chartes et ces projets constituent un élément déterminant de la mise en mouvement de notre réseau.
Il nous appartient maintenant de savoir les faire vivre et évoluer au cours des années à venir. D'en faire de réels leviers pour changer la Ligue et contribuer par notre présence sur des chantiers prioritaires à faire évoluer la société.

Cyber-Ligue

Depuis quelques années déjà, notamment à Hourtin, et dans le réseau international des Universités de la Communication, la Ligue de l'enseignement anime le débat civique sur l'usage démocratique des nouvelles technologies de communication et d'information.

Nos Fédérations et associations affiliées s'investissent de plus en plus dans ces domaines (plus d'une trentaine de départements en 1997).
Nous sommes bel et bien entrés dans un nouveau champ d'intervention pour l'éducation populaire, pour l'exercice de la citoyenneté, pour le développement de la vie associative.
Passons nous-mêmes aux actes ! Emparons nous d'Internet pour le mettre au service de notre projet politique, de l'expression des citoyens, et de la circulation de nos projets. Ne laissons pas les technologies de l'information aux seuls usages des marchands et des Etats !

Ce Congrès de Nancy marque donc une nouvelle étape importante pour notre mouvement, et tout particulièrement pour son engagement dans les utilisations quotidiennes des outils disponibles via INTERNET.

Dans les jours qui viennent, nous aurons à notre disposition deux nouveaux systèmes d'information : l'un exclusivement réservé aux Fédérations et leurs « outils techniques », et l'autre, ouvert à toutes les associations affiliées et leurs adhérents.
L'ensemble du dispositif INTERNET avec la Ligue est conçu pour faire partie intégrante de notre offre d'affiliation. C'est une manière de répondre à l'une de nos priorités - fédérer autrement - qu'André Jourdes a rappelé hier en présentant le rapport sur la question de Congrès - tout comme il nous appelait à actualiser notre système d'affiliation..
Oui, nous devons fédérer autrement, et donc affilier autrement. L'érosion de nos effectifs se poursuit : 100.000 adhérents de moins depuis Clermont-Ferrand.

Nous ne pouvons plus différer la recherche et l'expérimentation de solutions nouvelles correspondant à l'évolution des pratiques associatives et militantes, et aux nouvelles formes d'engagement collectif.
Nous avons aussi à favoriser la participation des personnes physiques qui veulent soutenir, accompagner, développer notre projet politique.

La commission des voeux, tout à l'heure, vous proposera les suites à donner au voeu de la FOL de l'Aude. Dans tous les cas, je pense que le moment est venu de trancher un débat qui nous anime depuis maintenant de nombreuses années. Il est indispensable que le Conseil d'Administration vous propose au plus tôt un dispositif rénové, qui devrait entrer en application si possible avant la rentrée scolaire 1999.

Les Idées en Mouvement

Mais regagner de nouveaux adhérents ne peut se concevoir uniquement sur la base d'une réforme de notre dispositif d'adhésion. Notre mensuel « Les Idées

en Mouvement » constitue lui aussi un élément majeur. S'il est encore loin d'avoir un contenu et une présentation à la hauteur de nos ambitions, il a fait des progrès considérables.
Il commence à être l'outil dont les militants ont besoin pour conduire leurs actions.
Nous pouvons aller plus loin si vous vous mobilisez en nous transmettant des informations utiles, si vous vous impliquez dans un contenu adapté, et surtout si vous faite connaître autour de vous « Les Idées en Mouvement » pour en démultiplier le nombre d'abonnés.

Quelques fédérations ont, sur ce plan, obtenu des résultats qui, en l'espace de six mois, ont fait doubler le nombre des abonnés individuels. Nous pouvons raisonnablement imaginer de le multiplier par dix si tous se mobilisent. Cela ne tient qu'à vous.

Conclusion

Mes chers camarades, j'arrive au terme de ce rapport moral, présenté au nom du Conseil d'Administration.

Je ne veux pas anticiper sur la résolution finale de notre Congrès, qui vous sera présentée demain, et qui fera la synthèse de nos débats en ateliers, carrefours et forums.
Je veux cependant vous rappeler que nous nous étions donnés, à Clermont-Ferrand, six ans pour réussir notre transformation.
Nous sommes donc à mi-parcours.
Changer pour mieux nous ressembler, avions-nous dit.
Après avoir affiné notre projet politique, il nous fallait retrouver nos missions originelles, nous réapproprier les principes fondateurs.
« Faire des hommes et des citoyens », proclamait Jean Macé, à la création de la Ligue.
Aujourd'hui, nous voulons toujours faire des citoyens. Mais des citoyens plus solidaires dans la lutte contre les inégalités, mieux formés pour exercer leurs responsabilités, dans une démocratie visant à l'émancipation de tous, une « démocratie continue », pour reprendre l'expression dont notre ami Dominique Rousseau, membre du comité de liaison des Cercles Condorcet, est le concepteur.

Nous voulons rassembler largement tous ceux et toutes celles qui partagent cette ambition.
Je ne sais si nous sommes dans les délais prévus, le calendrier envisagé. Mais je sens une volonté forte, et une adhésion réelle, aux objectifs politiques et aux orientations programmatiques dont nous nous sommes dotés collectivement.
Je sens aussi, autour de nous, une mobilisation qui transcende les organisations, les institutions, les mouvements pour, en cette fin de XX° siècle, réinscrire, bien avant la fonction économique, les fonctions sociales et civiques au coeur des projets des associations d'éducation populaire.

Bien sûr, l'urgence sociale appelle cette refondation de l'éducation populaire, mais ce retour aux valeurs fondatrices repose aussi sur une large prise de conscience des militants des grands réseaux fédératifs.
Nous devons favoriser des convergences, des synergies, des mutualisations. Il nous faut oser, conforter, développer des partenariats, avec tous ceux qui partagent nos convictions. Nous sommes avant tout des militants d'une idée politique, plus que les défenseurs d'institutions et d'appareils.
Retrouvons cette complicité historique avec la Ligue des Droits de l'Homme.
Dynamisons nos collaborations avec le Secours Populaire.
Revendiquons, au sein de la JPA, un véritable droit aux vacances pour tous.
Relançons la convergence des mouvements laïques périscolaires sur l'aménagement des temps de vie, et sur les droits de l'enfant.
Renforçons notre partenariat avec les Foyers Ruraux pour un aménagement de l'espace national et européen

soucieux des habitants permanents et temporaires des territoires ruraux en profonde mutation .
Prenons toute notre place au sein des Organisations Non Gouvernementales de solidarité internationale.
Travaillons avec les Centres Sociaux, et les Maisons de Jeunes et de la Culture, pour favoriser l'intégration des populations frappées d'exclusions.
Oeuvrons, en France et en Europe, avec l'ensemble des associations de jeunesse, pour redonner la parole et l'espoir à une classe d'âge particulièrement sinistrée.
Enfin, avec l'ensemble des mouvements d'éducation populaire, redonnons force et vigueur à la fonction civique et sociale des associations, composantes essentielles d'un dialogue riche et constructif, remparts contre le délitement social, cellules vivantes du corps social, espaces de solidarité et de citoyenneté à enrichir et cultiver.

Notre avenir dépend de la façon dont les citoyens s'empareront des grandes questions de société. Demandons au Gouvernement de faire de l'esprit civique une grande cause nationale, et faisons de 1999, avant de franchir le cap du XXIème siècle, l'année de la citoyenneté.

*****

90 ème CONGRES DE LA LIGUE - NANCY 1998

RESOLUTION FINALE DE CONGRES

dimanche 24 mai 1998

POURQUOI ET COMMENT MILITER AVEC LA LIGUE ?

Il y a 150 ans, l'instauration -partielle- du suffrage universel donnait aux citoyens la capacité théorique d'exercer leur souveraineté. Le XXIème siècle s'ouvre dans un contexte de mutations profondes et inédites.

Il y a 132 ans, la Ligue est née pour éduquer au suffrage universel, afin que les citoyens puissent peser en conscience sur les choix qui les concernent. Aujourd'hui, ces choix sont plus complexes et s'exercent sur de nouveaux territoires au sein de nouveaux espaces politiques.
L'évolution des sciences et des techniques, en particulier les technologies de l'information, accélèrent la circulation mondialisée des biens, des Hommes et des cultures. Notre planète est caractérisée par des déséquilibres qui menacent gravement la paix. 20% de ses habitants s'attribuent plus de 80% de ses ressources, l'extrême pauvreté frappe 2 milliards d'êtres humains, les flux migratoires s'amplifient, la dégradation de l'environnement persiste.

Dans notre pays, depuis 1974, la production de biens a augmenté de 70%, et le nombre de nos concitoyens privés d'emploi a été multiplié par sept. 5% des Français les plus riches détiennent 40% du patrimoine. Ce n'est pas la production de richesse qui est en panne, mais sa répartition équitable.
Il s'agit bien d'un choix politique. Sans lui, les peurs et les intégrismes de toutes natures qui nourrissent les idées d'extrême droite prolifèreront. Nous ne sommes pas condamnés à vivre dans le monde d'aujourd'hui.
Un autre monde est possible.

La Ligue milite pour une République démocratique, laïque et sociale par l'éducation, la culture, la solidarité et l'engagement civique. La laïcité, valeur de civilisation et principe de droit figurant dans notre constitution implique une lutte constante pour la dignité de chaque individu et contre les injustices. Ethique de la diversité, du débat et de la responsabilité, elle doit être vécue dans ses dimensions sociales, économiques, civiques et culturelles.

Mais la République n'est pas une incantation. La démocratie ne se réduit pas à une technique. L'une comme l'autre sont le fruit du long travail des sociétés sur elles-mêmes. L'une comme l'autre doivent être vécues. L'une comme l'autre nécessitent que les citoyens exercent leurs droits et leurs responsabilités. La Ligue, mouvement de citoyens associés, entend y contribuer avec la plus grande vigueur. Elle se donne 5 priorités pour les 3 ans qui viennent.

Ces priorités seront déclinées dans un programme thématique destiné à expliciter nos choix, à susciter, soutenir l'action locale et la fonction fédérative.

5 priorités politiques

- AGIR AVEC LES HABITANTS SUR LEURS LIEUX DE VIE.
- AGIR EN PRIORITE AVEC ET POUR LES 10 MILLIONS DE PERSONNES ET LEURS FAMILLES QUI SOUFFRENT DES CONSEQUENCES DE LA PRECARITE.
- POUR UNE LIGUE, ACTEUR DE L'ECOLE, DE LA MATERNELLE A L'UNIVERSITE, AVEC UN EFFORT ACCRU EN DIRECTION DES COLLEGES ET LYCEES.
- POUR UNE CITOYENNETE QUI S'EXERCE SUR TOUS LES ESPACES POLITIQUES.
- POUR LA RECONNAISSANCE, LE PARTAGE ET L'EXPRESSION DE LA DIVERSITE CULTURELLE COMME FERMENT D'INTEGRATION.

POURSUIVRE LA TRANSFORMATION DE LA LIGUE

- Afin de donner la priorité aux initiatives locales,
- afin de donner la priorité aux militants sur les structures,
- afin d'accélérer la transformation des fédérations départementales et l'adaptation du centre de ressources confédéral et des différents outils techniques au service du réseau,
- afin de rendre visible la Ligue dans son ensemble pour rassembler et passer de la convergence à l'adhésion,

IL EST IMPERATIF DE POURSUIVRE LA TRANSFORMATION DE LA LIGUE.

- Par des projets fédéraux, véritables projets de territoires dans tous les départements,
- Par des chartes fédérales , garantes de l'unité, de la rigueur et de la transparence de notre fonctionnement,
- Par un dispositif d'affiliation modifié et simplifié, qui permette d'accueillir largement les initiatives collectives et les personnes physiques,
- Par une politique de formation des militants -des responsables départementaux aux acteurs locaux-,
- Par une politique de formation de l'ensemble des professionnels de la Ligue,
- Par une politique de communication fondée sur la maîtrise et l'usage des médias de toute nature, afin de faire connaître la production d'actions et d'idées de toute la Ligue.

POURQUOI ET COMMENT MILITER AVEC LA LIGUE

POUR CONSTRUIRE LES LIEUX ET LES MOMENTS OU LES FEMMES ET LES HOMMES POURRONT CONTINUER A ESPERER ET A S'ENGAGER.

- Parce qu'ils trouveront dans la Ligue cette volonté d'être citoyen par l'accès aux connaissances et par la capacité d'agir.
- Parce qu'ils trouveront dans la ligue l'élan d'une culture solidaire.
- Parce qu'ils refonderont dans la Ligue, l'éducation populaire, levier d'une société de justice sociale, et démarche qui doit réhabiliter l'engagement et l'esprit civiques.
- Parce qu'ils relèveront, avec la Ligue, avec leur Ligue, le défi d'inventer un monde où la question de l'être prime sur la question de l'avoir et du paraître.

Conjuguant héritage et projet, la Ligue saura accueillir et rassembler au-delà de son périmètre habituel. Ainsi elle amplifiera son combat,s celui d'une éducation tout au long de la vie, rêve initial rendu possible, rêve initial pour 4 réalités :

- apprendre à connaître
- apprendre à être
- apprendre à faire
- apprendre à vivre ensemble

Ainsi pourrons-nous faire vivre la parole du poète :

« Un autre monde est possible, mais il est dans celui-ci. »

******

RESOLUTION FINALE ADOPTEE A L'UNANIMITE